

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	978
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	978
PREMIER BUREAU.....	978
ARRETE MINISTERIEL DU 8 JUIN 2006 ACCEPTANT LA RENONCIATION DE LA SOCIETE DES MINES DE SACILOR-LORMINES A LA CONCESSION DE MINES DE FER DE JOEUF (MEURTHE-ET-MOSELLE) (J.O. DU 19 JUILLET 2006).....	978
ARRETE MINISTERIEL DU 8 JUIN 2006 ACCEPTANT LA RENONCIATION DE LA SOCIETE DES MINES DE SACILOR-LORMINES A LA CONCESSION DE MINES DE FER DE JARNY (MEURTHE-ET-MOSELLE) (J.O. DU 19 JUILLET 2006).....	979
ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION DE TRANSPORTER ET DE RELACHER DES SPECIMENS D'ANIMAUX APPARTENANT A DES ESPECES PROTEGEES	979
ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION DE TRANSPORTER ET DE RELACHER DES SPECIMENS D'ANIMAUX APPARTENANT A DES ESPECES PROTEGEES	980
ARRETE CHASSE N° 2006/353 D'OUVERTURE ET DE CLOTURE DE LA CHASSE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE - CAMPAGNE 2006-2007	980
ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.) D'INONDATIONS DE LA MOSELLE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE PONT-A-MOUSSON ET BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	983
ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.) D'INONDATIONS DE LA MOSELLE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE POMPEY ET LIVERDUN.....	983
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A SAXON-SION	984
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU LE REVAU DANS LE CADRE DE LA REALISATION D'UN RADIER BETON AU NIVEAU DU PONT RD 67 A VAUDEVILLE.....	985
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A MANONCOURT-EN-VERMOIS	986
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DU PETIT INGRESSIN DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU RADIER DU PONT DE LA RD 11C A ECROUVES	988
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'AGGLOMERATION DE LONGWY A EFFECTUER DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITES DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DE LA ZAC DE MEXY A MEXY.....	989
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL EN DATE DU 13 JUIN 2006 AUTORISANT LE GERANT DE LA SOCIETE SNC MAHIEU ET CIE A EFFECTUER DES TRAVAUX PROVISOIRES DE REPARATION DE SON BARRAGE DE BLAINVILLE SUR L'EAU SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BLAINVILLE SUR L'EAU	991
DEUXIEME BUREAU.....	991
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	991
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	992
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	992
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	992
TROISIEME BUREAU.....	992
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES SERVICES FISCAUX.....	992
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE DONNER UN AVIS SUR LES CANDIDATURES ET SUR LES OFFRES DANS LE CADRE DU MARCHE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATIONS ET DE PETITS TRAVAUX NEUFS A LA PREFECTURE ET DANS LES SOUS PREFECTURES	993
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	994
DEUXIEME BUREAU.....	994
ARRETE FIXANT LA LISTE DES COMMUNES RURALES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	994
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	994
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	994
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	994
ARRETE N° 12 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX.....	994
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	995
SECRETARIAT C.D.A.S.	995
ARRETE N° 3519 PORTANT DELEGATION DE COMPETENCE DES DECISIONS RELATIVES AUX DEMANDES D'ATTRIBUTION DES DEMANDES DE PROTECTION COMPLEMENTAIRE EN MATIERE DE SANTE	995
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	995
ARRETE N° 68 PORTANT RADIATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 104 - AMBULANCES DU BAYONNAIS « LES CHARADES » - RUE DE LA MAIRIE - 54290 BAYON.....	995
ARRETE N° 69 PORTANT RADIATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 92 - AMBULANCES JAMBOIS - 3 RUE DE LA GARE - 54450 AVRICOURT.....	996
ARRETE N° 70 PORTANT RADIATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 94 - AMBULANCES LA THIAVILLOISE - 1 ROUTE DE THIAVILLE - 54120 LACHAPPELLE	996
SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE.....	997
ARRETE DDASS / SSA / N° 3581 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET LES TARIFS JOURNALIERS « SOINS » DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE + USLD) DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX.....	997

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	997
<i>SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER</i>	997
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	997
ARRETE DDAF/SEAAF - 2006/354 PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ORIENTATION AGRICOLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1006
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL</i>	1008
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2006/301 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE SAULXURES-LES-NANCY	1008
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	1009
ARRETE N° DDSV/54/06/50 - MANDAT SANITAIRE.....	1009
ARRETE N° DDSV/54/SA/06/54 - MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE.....	1009
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	1010
<i>SECRETARIAT LOGEMENT SOCIAL</i>	1010
ARRETE AUTORISANT LE VERSEMENT DIRECT DE L'APL A L'ASSOCIATION "ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX" AEIM A VANDOEUVRE-LES-NANCY	1010
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</i>	1010
AVIS.....	1010
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	1010
ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEUR DU SPECTACLE - COMMISSION DU 4 JUILLET 2006.....	1010
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1012
DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE" AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL.....	1012
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1012
ARRETE PREFECTORAL N° 2006 - 1/JS PORTANT SUSPENSION D'EXERCER QUELQUE FONCTION QUE CE SOIT AUPRES DE MINEURS ACCUEILLIS (ET/OU D'EXPLOITER DES LOCAUX LES ACCUEILLANT) DANS LE CADRE DES ARTICLES L. 227-4 ET SUIVANTS DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES.....	1012
NAVIGATION DU NORD-EST	1013
<i>VOIES NAVIGABLES DE FRANCE</i>	1013
DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE - DECISION DE M. MORETAU, INGENIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES, CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF.....	1013
DELEGATION DE SIGNATURE POUR LA PASSATION ET L'EXECUTION DES MARCHES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE - DECISION DE M. MORETAU, INGENIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES, CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF	1014
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1016
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A UN RAPPROCHEMENT DE DONNEES CONCERNANT LES BENEFICIAIRES DE PENSIONS D'ORPHELINS	1016
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA GESTION DE LA RELATION ALLOCATAIRES ET PARTENAIRES.....	1017
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A L'APPLICATION "CAFFRO"	1018
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU MODELE NATIONAL DE TRAITEMENT DES ALLOCATIONS "CRISTAL"	1025
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	1035
DELEGATION DE SIGNATURE.....	1035
AVIS DE CONCOURS	1035
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EN VUE DE POURVOIR UN POSTE DE PREPARATEUR EN PHARMACIE HOSPITALIERE AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	1035
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EN VUE DE POURVOIR UN POSTE DE CADRE PREPARATEUR EN PHARMACIE HOSPITALIERE AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	1036
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EN VUE DE POURVOIR DEUX POSTES DE CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE.....	1036
DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN MANIPULATEUR D'ELECTORADIOLOGIE AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	1037

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE MINISTERIEL DU 8 JUIN 2006 ACCEPTANT LA RENONCIATION DE LA SOCIETE DES MINES DE SACILOR-LORMINES A LA CONCESSION DE MINES DE FER DE JOEUF (MEURTHE-ET-MOSELLE) (J.O. DU 19 JUILLET 2006)

LE MINISTRE DELEGUE A L'INDUSTRIE

Vu le code minier ;

Vu le décret n° 95-427 du 19 avril 1995 modifié relatif aux titres miniers ;

Vu le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

Vu le décret du 19 juin 1875 instituant la concession de mines de fer du Bois de Briey au profit des sieurs GOUVY Frères et Compagnie, ensemble les actes de vente des 2 décembre 1879 et 15 septembre 1880 de ladite concession, en second lieu au profit des sieurs de Wendel et Compagnie ;

Vu le décret du 10 février 1882 instituant la concession de mines de fer de Filières-la-Grange au profit des sieurs de Wendel et Compagnie ;

Vu le décret du 17 août 1885 instituant la concession de mines de fer de Joeuf par fusion de la nouvelle concession créée par son article 3 et des concessions du Bois de Briey et de Filières-la-Grange, susvisées, d'une superficie de 13,12 kilomètres carrés portant sur partie du territoire des communes de Briey, Avril et Joeuf (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu les décrets des 13 janvier 1969 et 28 mars 1979 autorisant la mutation de la concession de Joeuf, le second au profit de la Société des mines de Sacilor-Lormines ;

Vu la demande en date du 5 octobre 1994, par laquelle la Société des mines de Sacilor-Lormines, dont le siège social est à Hayange (57) a sollicité l'autorisation de renoncer totalement à la concession de Joeuf, susvisée ;

Vu les documents joints à cette demande ;

Vu l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 19 décembre 2000 donnant acte à la Société des mines de Sacilor-Lormines de l'arrêt définitif des travaux miniers et de la cessation définitive d'utilisation des installations associées, attachés, notamment, à la concession de Joeuf ;
Vu les rapport et avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine en date du 27 avril 2006 ;
Vu l'avis du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 5 mai 2006 ;
Vu l'avis du Conseil général des mines en date du 10 mai 2006 ;

AR R E T E

Article 1^{er}. - La renonciation de la Société des mines de Sacilor-Lormines à la concession des mines de fer de Joeuf, portant sur partie du territoire des communes de Briey, Avril et Joeuf (Meurthe-et-Moselle), est acceptée.

En conséquence, il est mis fin à cette concession et le gisement correspondant est replacé dans la situation de gisement ouvert aux recherches.

Article 2. - Un extrait du présent arrêté sera, par les soins du préfet de la Meurthe-et-Moselle, affiché à la préfecture de Nancy et à la mairie de chacune des communes intéressées, inséré au Recueil des actes administratifs de la préfecture et, aux frais de la société susmentionnée, publié dans un journal régional ou local dont la diffusion s'étend à toute la zone anciennement couverte par la concession.

Article 3. - La directrice des ressources énergétiques et minérales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, par extrait, au *Journal officiel* de la République française.

Paris, le 8 juin 2006

Pour le ministre et par délégation,
Par empêchement du directeur général de l'énergie et des matières premières,
La directrice des ressources énergétiques et minérales :
Sophie GALEY-LERUSTE

**ARRETE MINISTERIEL DU 8 JUIN 2006 ACCEPTANT LA RENONCIATION DE LA SOCIETE DES MINES DE SACILOR-LORMINES
A LA CONCESSION DE MINES DE FER DE JARNY (MEURTHE-ET-MOSELLE) (J.O. DU 19 JUILLET 2006)**

LE MINISTRE DELEGUE A L'INDUSTRIE

Vu le code minier ;

Vu le décret n° 95-427 du 19 avril 1995 modifié relatif aux titres miniers ;

Vu le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

Vu le décret présidentiel du 18 juin 1886 instituant, au profit de la Société anonyme des hauts-fourneaux de Maubeuge, la concession de mines de fer de Jarny, d'une superficie de 812 hectares portant sur le territoire des communes de Jarny, Giraumont et Doncourt-en-Jarnisy (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu les décrets des 9 septembre 1955, 9 septembre 1966, 13 janvier 1969 et 31 mars 1992 autorisant la mutation, notamment, de la concession de Jarny, en dernier lieu au profit de la Société des mines de Sacilor-Lormines, ensemble le nouveau cahier des charges annexé au dernier décret précité ;

Vu la demande en date du 10 février 1994, par laquelle la Société des mines de Sacilor-Lormines, dont le siège social est à Hayange (57) a sollicité l'autorisation de renoncer totalement à la concession de Jarny, susvisée ;

Vu les documents joints à cette demande ;

Vu l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date 1^{er} juin 2001 donnant acte à la Société des mines de Sacilor-Lormines de l'arrêt définitif des travaux miniers et de la cessation définitive d'utilisation des installations associées, attachés, notamment, à la concession de Jarny ;

Vu les rapport et avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine en date du 27 avril 2006 ;

Vu l'avis du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 5 mai 2006 ;

Vu l'avis du Conseil général des mines en date du 10 mai 2006 ;

AR R E T E

Article 1^{er}. - La renonciation de la Société des mines de Sacilor-Lormines à la concession des mines de fer de Jarny, portant sur le territoire des communes de Jarny, Jouaville, Giraumont et Doncourt-lès-Conflans (Meurthe-et-Moselle), est acceptée.

En conséquence, il est mis fin à cette concession et le gisement correspondant est replacé dans la situation de gisement ouvert aux recherches.

Article 2. - Un extrait du présent arrêté sera, par les soins du préfet, affiché à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la mairie de chacune des communes intéressées, inséré au Recueil des actes administratifs de la préfecture et, aux frais de la société susmentionnée, publié dans un journal régional ou local dont la diffusion s'étend à toute la zone anciennement couverte par la concession.

Article 3. - La directrice des ressources énergétiques et minérales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, par extrait, au *Journal officiel* de la République française.

Paris, le 8 juin 2006

Pour le ministre et par délégation,
Par empêchement du directeur général de l'énergie et des matières premières,
La directrice des ressources énergétiques et minérales :
Sophie GALEY-LERUSTE

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION DE TRANSPORTER ET DE RELACHER
DES SPECIMENS D'ANIMAUX APPARTENANT A DES ESPECES PROTEGEES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 ainsi que R 211-6 à R 211-11 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 22 décembre 1999 fixant les conditions de demande et d'instruction des autorisations exceptionnelles portant sur des spécimens d'espèces protégées ;

VU l'arrêté du 17 avril 1981 modifié fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire national ;

VU l'arrêté du 17 avril 1981 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire national ;

VU la demande présentée par Mme Anne LECLERE ;

VU l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature en date du 1^{er} septembre 2004 ;

VU la proposition de M. le Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine du 4 juillet 2006 ;

SUR proposition de M le Secrétaire Général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1^{er} :

Mme Anne LECLERE, technicienne animalière, salariée du centre de sauvegarde de la faune sauvage GORNA (Groupement Ornithologique du Refuge Nord Alsace), demeurant 138, rue principale à 67270 ALTECKENDORF est autorisée à transporter et relâcher dans la nature les spécimens vivants de toutes espèces d'oiseaux et de mammifères terrestres, au comportement non perturbé par le contact avec l'Homme, autres que ceux figurant sur l'arrêté du 9 juillet 1999 fixant les espèces de vertébrés menacées d'extinction en France.

Article 2 :

Le transport des animaux est autorisé en provenance du centre de sauvegarde de la faune sauvage GORNA (Groupement Ornithologique du Refuge Nord Alsace) à Neuwiller-Les-Saverne, département du Bas-Rhin, à destination du département de Meurthe-et-Moselle.

Le relâcher dans la nature est autorisé dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 :

Cette autorisation est valable jusqu'au 17 septembre 2009.

Article 4 :

Un compte rendu annuel des opérations sera transmis par l'intéressée à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement et au ministère de l'écologie et du développement durable, direction de la nature et des paysages, avant le 31 janvier de l'année qui suit chaque exercice.

Article 5 :

Une copie du présent arrêté sera notifiée à Mme LECLERE.

Article 6 :

Cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 6 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION DE TRANSPORTER ET DE RELACHER
DES SPECIMENS D'ANIMAUX APPARTENANT A DES ESPECES PROTEGEES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 ainsi que R 211-6 à R 211-11 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 22 décembre 1999 fixant les conditions de demande et d'instruction des autorisations exceptionnelles portant sur des spécimens d'espèces protégées ;

VU l'arrêté du 17 avril 1981 modifié fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire national ;

VU l'arrêté du 17 avril 1981 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire national ;

VU la demande présentée par M. Guy MARCHIVE ;

VU l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature en date du 1^{er} septembre 2004 ;

VU la proposition de M. le Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine du 4 juillet 2006 ;

SUR proposition de M le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

M. Guy MARCHIVE, responsable salarié du centre de sauvegarde de la faune sauvage GORNA (Groupement Ornithologique du Refuge Nord Alsace), demeurant 134, rue principale à 67270 ALTECKENDORF est autorisé à transporter et relâcher dans la nature les spécimens vivants de toutes espèces d'oiseaux et de mammifères terrestres, au comportement non perturbé par le contact avec l'Homme, autres que ceux figurant sur l'arrêté du 9 juillet 1999 fixant les espèces de vertébrés menacées d'extinction en France.

Article 2 :

Le transport des animaux est autorisé en provenance du centre de sauvegarde de la faune sauvage GORNA (Groupement Ornithologique du Refuge Nord Alsace) à Neuwiller-Les-Saverne, département du Bas-Rhin à destination du département de Meurthe-et-Moselle.

Le relâcher dans la nature est autorisé dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 :

Cette autorisation est valable jusqu'au 17 septembre 2009.

Article 4 :

Un compte rendu annuel des opérations sera transmis par l'intéressé à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement et au ministère de l'écologie et du développement durable, direction de la nature et des paysages, avant le 31 janvier de l'année qui suit chaque exercice.

Article 5 :

Une copie du présent arrêté sera notifiée à M. MARCHIVE.

Article 6 :

Cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 6 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE CHASSE N° 2006/353 D'OUVERTURE ET DE CLOTURE DE LA CHASSE
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE - CAMPAGNE 2006-2007**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 1989 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse ;

VU l'arrêté préfectoral du 07 février 1994 instaurant un plan de chasse faisan sur une partie du département ;
 VU l'arrêté préfectoral du 10 Juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse perdrix grise sur une partie du département ;
 VU l'arrêté préfectoral du 10 Juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse lièvre sur une partie du département ;
 VU l'arrêté préfectoral du 29 Novembre 2000 modifié relatif au plan de chasse « sanglier » et sa mise en œuvre sur la totalité du département de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté préfectoral du 22 Décembre 2005 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse « cervidés » dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'avis du Président de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle du 16 Juin 2006 ;
 VU l'avis du Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage du 20 Juin 2006 ;
 SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

A R R E T E

Article 1er - La date d'ouverture générale de la chasse à tir dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée au 24 Septembre 2006 à 08 heures et celle de la clôture générale le 28 Février 2007 au soir.

La chasse au vol pour les mammifères et les oiseaux sédentaires est ouverte du 24 Septembre 2006 à 08 heures au 28 Février 2007 au soir.

La chasse à courre à cor et à cri est ouverte du 15 Septembre 2006 au 31 Mars 2007.

La vénerie sous terre est ouverte du 15 Septembre 2006 au 15 Janvier 2007.

Article 2 - Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées à tir ou au vol que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

Espèces	Date d'ouverture	Date de clôture	Conditions spécifiques de chasse
Cerf	01.09.2006	28.02.2007	<ul style="list-style-type: none"> • Du 01.09.06 au 23.09.06 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. • Du 24.09.06 au 08.10.06 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût. • Du 09.10.06 au 27.10.06 : Tir du cerf (CEM1 et CEM2) * à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, * en battue : cf. article 3. • Du 24.09.06 au 27.10.06 : Tir de la biche (CEF) et du faon (CEIJ) Uniquement à l'approche et à l'affût • Du 28.10.06 au 28.02.07 : * à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, * en battue : cf. article 3.
Chevreaux Mâle Femelle	01.06.2006 24.09.2006	28.02.2007 28.02.2007	<ul style="list-style-type: none"> - Du 01.06.06 au 23.09.06 : tir d'été du brocard uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. - Du 24.09.06 au 28.02.07 : • Tir à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, • Tir en battue : cf. article 3.
Sanglier	01.06.2006	28.02.2007	<ul style="list-style-type: none"> - Du 01.06.06 au 14.08.06 : • Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle. - Du 15.08.06 au 23.09.06 : • Tir à l'approche et à l'affût, • Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers <u>de moins de 50 hectares</u> dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie. - Du 24.09.06 au 28.02.07 : • Tir à l'approche et à l'affût, • Tir en battue : cf. article 3.
Faisan	24.09.2006	01.01.2007	<ul style="list-style-type: none"> - Chasse du faisan : • interdite sur certaines communes (cf. article 4) • secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus • sans formalité particulière sur le reste du département.
Lièvre	22.10.2006 22.10.2006	19.11.2006 29.10.2006	<ul style="list-style-type: none"> - Chasse du lièvre : • secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus • hors plan de chasse : * interdite sur certaines communes (cf. article 4), * sans formalité particulière sur le reste du département.
Perdrix	24.09.2006	29.10.2006	<ul style="list-style-type: none"> - Chasse de la perdrix : • interdite sur certaines communes (cf. article 4), • secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus • sans formalité particulière sur le reste du département.
Lapin de garenne	24.09.2006	01.01.2007	

Renard	01.06.2006	28.02.2007	- Du 01.06.06 au 14.08.06 : • Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle. - Du 15.08.06 au 23.09.06 : • Tir à l'approche et à l'affût, • Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de <u>50 hectares</u> dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie. Identiques aux conditions spécifiques de la chasse du sanglier. - Du 24.09.06 au 28.02.07 : • Tir à l'approche et à l'affût • Tir en battue : cf. article 3.
Blaireau)		
Belette)		
Hermine	(24.09.2006	15.01.2007
Putois)		
Martre)		

Article 3 - En ce qui concerne les battues :

- du 15.08.06 au 23.09.06 pour l'espèce « sanglier » les dates des battues seront déclarées 24 heures à l'avance en Mairie pour affichage,
- à compter du 24 Septembre 2006, les dates des battues seront déclarées au moins 8 jours à l'avance en Mairie pour affichage à la connaissance du public.

Article 4 - La chasse des espèces suivantes est interdite sur les Communes listées au présent article, afin de favoriser leur protection et leur repeuplement :• **Faisan** sur les communes de :

ANCERVILLER	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	NEUFMAISONS	VANDELAINVILLE
ARNAVILLE	ESSEY-ET-MAIZERAIS	ONVILLE	VENEY
BACCARAT	EUVEZIN	PAGNY-SUR-MOSELLE	VILLECEY-SUR-MAD
BADONVILLER	FENNEVILLER	PANNES	WAVILLE
BAYONVILLE-SUR MAD	HALLOVILLE	PEXONNE	XAMMES
BOUILLONVILLE	JAULNY	PRENY	
BERTRICHAMPS	MERVILLER	REMBERCOURT-SUR-MAD	
CHAREY	MIGNEVILLE	SAINT-BAUSSANT	
CHARMES-LA-COTE	MONT-LE-VIGNOBLE	SAINT-JULIEN-LES-GORZE	
CHOLLOY-MENILLOT	MONTIGNY	SAINT-MAURICE-AUX-FORGES	
DAMPVITOUX	MONTREUX	SAINTE-POLE	
DOMEVRE-SUR-VEZOUZE	NEUVILLER-LES-BADONVILLER	THIAUCOURT-REGNEVILLE	
DOMGERMAIN	NONHIGNY	VACQUEVILLE	

ECROUVES (partie au sud du canal de la Marne au Rhin)

GYE (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

TOUL (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

• **Perdrix grise** sur les communes de :

ARNAVILLE	DOMGERMAIN	PAGNY-SUR-MOSELLE	VANDELAINVILLE
BAYONVILLE-SUR MAD	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	PANNES	VILLECEY-SUR-MAD
BOUILLONVILLE	ESSEY-ET-MAIZERAIS	PRENY	WAVILLE
CHAREY	EUVEZIN	REMBERCOURT-SUR-MAD	XAMMES
CHARMES-LA-COTE	JAULNY	SAINT-BAUSSANT	
CHOLLOY-MENILLOT	MONT-LE-VIGNOBLE	SAINT-JULIEN-LES-GORZE	
DAMPVITOUX	ONVILLE	THIAUCOURT-REGNEVILLE	

ECROUVES (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

GYE (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

TOUL (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

• **Lièvre** sur les communes de :

ARNAVILLE	BROUVILLE	PAGNY-SUR-MOSELLE	VACQUEVILLE
AZERAILLES	FENNEVILLER	PETTONVILLE	VANDELAINVILLE
BACCARAT	GELACOURT	PEXONNE	VAXAINVILLE
BADONVILLER	HABLAINVILLE	PRENY	VENEY
BAYONVILLE-SUR MAD	MERVILLER	RECLONVILLE	VILCEY-SUR-MAD
BENAMENIL	NEUFMAISONS	REHERREY	WAVILLE
BERTRICHAMPS	OGEVILLER	REMBERCOURT-SUR-MAD	
BURIVILLE	ONVILLE	SAINTE POLE	

LUDRES (partie située au sud est du canal de jonction de la Moselle à la Meurthe)

• **Gélinotte** sur toutes les Communes du Département.**Article 5** - La chasse en temps de neige est interdite à l'exception :

- de la chasse du gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, à condition qu'ils soient libres de glace, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,
- de l'application du plan de chasse,
- de la chasse du renard, du ragondin et du rat musqué
- de la chasse à courre et de la vénerie sous terre.

Article 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, MM. les Sous-Préfets, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord, délégué départemental de l'Office National des Forêts, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, Mesdames et Messieurs les Maires des Communes du Département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- Mme et MM. les membres du Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage.

NANCY, le 7 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général : Marc BURG

RAPPELS

Chasse à tir et au vol des oiseaux migrateurs

Les périodes de chasse des oiseaux migrateurs sont fixées annuellement par arrêté ministériel.

Sont interdits

- le tir du coq et de la poule de bruyère ;
- le tir de la perdrix et du faisan au poste, soit à l'agraine, soit à proximité d'abreuvoirs ;
- le tir de la bécasse à la passée et à la croûle ;
- la chasse à tir des ongulés à proximité immédiate de dépôts de sel ou de dispositifs d'affouragement ;

Sont prohibés

- l'emploi de sources lumineuses et de miroirs à facettes de nature à faciliter la capture ou la destruction du gibier ;
- l'emploi de disques ou de bandes enregistrées reproduisant le cri des animaux pour attirer le gibier ;
- l'emploi pour la chasse à tir d'autres armes ou instruments de propulsion que les armes à feu ou les arcs ;
- pour le tir des ongulés, l'emploi de toute arme à percussion annulaire ainsi que celui d'armes rayées à percussion centrale d'un calibre inférieur à 5,6 mm ou dont le projectile ne développe pas une énergie minimale de 1000 joules à 100 mètres ;
- dans les armes rayées, l'emploi de munitions autres que les cartouches à balle expansive du commerce ;
- le tir des cervidés, du sanglier, du mouflon autrement qu'à balle (pour les armes à feu) ;
- l'utilisation de chevrotines (le seul fait pour un chasseur de se trouver en action de chasse avec une arme chargée de chevrotines constitue une infraction passible des peines prévues par l'article R.428-6 du code de l'Environnement).

Divers

- Le tir d'élimination des daims, mouflons et cerfs sika ne peut s'effectuer que sur demande faite auprès de la D.D.A.F. et après décision préfectorale selon les périodes prévues à l'article R 424-7 du Code de l'Environnement.
- La recherche du grand gibier blessé : les conducteurs de l'Union Nationale pour l'Utilisation de Chiens de Rouge (U.N.U.C.R.) sont recommandés pour cette recherche.
- Le cochon vietnamien n'est pas un gibier, sa destruction s'effectue sans formalité.
- Le pigeon voyageur n'est pas un gibier, il est protégé par la loi. Les bagues de pigeons voyageurs tués accidentellement doivent être envoyées directement à l'Union des Fédérations Régionales des Associations Colombophiles de France (54, boulevard Carnot - 59042 LILLE CEDEX).

Les bagues des autres oiseaux, (à l'exclusion des bagues provenant d'élevage de gibier), doivent être renvoyées au C.R.B.P.O. (55, rue de Buffon - 75005 PARIS).

**ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.)
D'INONDATIONS DE LA MOSELLE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE PONT-A-MOUSSON ET BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment son article L562-1,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-3 du 4 janvier 2005 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, notamment ses articles 1 et 2,

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 29 juin 2006,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture :

A R R E T E

Article 1er : Il est prescrit un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (PPri) de la Moselle sur le territoire des communes de Pont-à-Mousson et de Blénod-lès-Pont-à-Mousson.

Article 2 : La Direction Départementale de l'Équipement (DDE) de Meurthe-et-Moselle est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du décret susvisé.

Article 3 : La concertation prévue par l'article 2 du décret susvisé se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur DDE et les représentants des communes. Elles feront l'objet de comptes rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique notamment.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à :

- MM. les maires des communes concernées,
- M. le chef du service instructeur.

Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois. Mention de cet affichage sera insérée dans l'Est Républicain.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE.

Article 5 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle, MM. les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 12 juillet 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.)
D'INONDATIONS DE LA MOSELLE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE POMPEY ET LIVERDUN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment son article L562-1,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-3 du 4 janvier 2005 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, notamment ses articles 1 et 2,

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 29 juin 2006,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture :

A R R E T E

Article 1er : Il est prescrit un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (PPri) de la Moselle sur le territoire des communes de Pompey et de Liverdun.

Article 2 : La Direction Départementale de l'Équipement (DDE) de Meurthe-et-Moselle est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du décret susvisé.

Article 3 : La concertation prévue par l'article 2 du décret susvisé se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur DDE et les représentants des communes. Elles feront l'objet de comptes rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique notamment.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à :

- MM. les maires des communes concernées,
- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Toul
- M. le chef du service instructeur.

Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois. Mention de cet affichage sera insérée dans l'Est Républicain.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE.

Article 5 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Toul, M. le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle, MM. les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 12 juillet 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A SAXON-SION

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 214-1 à L 214-6 ;

VU l'article 35 de la loi 92-3 sur l'eau du 03 janvier 1992 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2224-8 et L 2224-10 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret 94-469 du 03 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;

VU le décret 97-1133 du 08 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin RHIN-MEUSE adopté le 02 juillet 1996 et approuvé par le Préfet coordonnateur le 15 novembre 1996 ;

VU le projet déposé le 7 décembre 2005 par la commune de SAXON-SION, relatif à la réalisation de travaux collecte et de transport des eaux usées à SAXON-SION, et à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à SAXON-SION ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2005 portant dérogation pour l'assainissement du bâtiment de l'hôtellerie du site de SION à SAXON-SION ;

CONSIDERANT que le projet est répertorié sous les rubriques 2-2-0, 2-5-0, 5-1-0 et 5-2-0 de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation de la mise aux normes des systèmes d'assainissement de la commune de SAXON-SION (construction d'une station d'épuration des eaux usées à SAXON-SION) au titre du code de l'environnement ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 février au 8 mars 2006 en commune de SAXON-SION ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 23 mars 2006 ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 22 mai 2006 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en séance du 20 juin 2006 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET

La commune de SAXON-SION est autorisée à réaliser et exploiter les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées sur le territoire de SAXON-SION, et une station d'épuration des eaux usées à SAXON-SION, dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

2.2.0. - Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant supérieure à 10 000m³/j ou à 25% du débit - Autorisation

2.5.0. - Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 2.5.5, ou conduisant à la dérivation ou au détournement d'un cours d'eau - Autorisation

5.1.0. - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieure à 12 kg de DBO₅ mais inférieur à 120 kg de DBO₅ - Déclaration ;

5.2.0. - Déversoirs d'orage situés sur réseaux d'égouts destinés à collecter un flux polluant supérieure à 12 kg de DBO₅ mais inférieur à 120 kg de DBO₅ - Déclaration .

ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande.

Ils consistent principalement en :

- la restructuration du réseau de collecte afin d'améliorer le taux de collecte en atteignant 100 % et diminuer le taux de dilution pour atteindre un taux maximum de 126 % ;

- la construction d'un ouvrage d'épuration des eaux usées d'une capacité de 550 équivalents - habitants sur le territoire de SAXON-SION parcelle 25. L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé de traitement par cultures fixées sur supports fins (filtres plantés de macrophytes), la filière comprenant successivement :

* un dégrilleur ;

* un poste de refoulement pour répartir les effluents sur les filtres ;

* le 1er étage de traitement (3 filtres plantés de roseaux de 275m² chacun) ;

* un poste d'injection vers le second étage ;

* le 2ème étage de traitement (2 filtres à sable de 220 m² chacun) ;

* rejet vers le ruisseau de Volgé.

- l'aménagement de déversoirs d'orage sur les réseaux d'égouts de SAXON-SION situés comme suit :

Déversoir d'orage	Localisation	Milieu récepteur	Charge (en équivalent-habitants)
DO V1	Rue de la Fontaine à SAXON	Le ruisseau du Volgé	45
DO V2	Rue Baillard	Fossé de la route de Chaouilley	45
DO Amont STEP	Amont de l'ouvrage d'épuration	Le ruisseau du Volgé	550

- Il est prévu un épandage des boues en agriculture.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS

Le déclarant devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.
Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.
3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
Le déclarant devra, dans l'année qui précède la première vidange, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites en précisant le protocole de vidange.
4. Les prescriptions relatives aux déversoirs d'orage et réseaux mentionnées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 s'appliquent en totalité aux déversoirs d'orage mis en place sur le réseau ; les déversoirs d'orage doivent être conçus pour éviter les fuites vers le milieu naturel ; si ceux-ci sont équipés de surverses, des mesures seront prises pour enregistrer les événements et en mesurer l'importance.
5. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO ₅	90	25
DCO	75	125
MES	90	35
NH ₄	50	15

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

6. Outre les prescriptions visées à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, seront portés en outre, dans le registre tenu à la disposition des agents chargés du contrôle, les alternances et le nombre de bâchées reçues par chaque filtre et les indications permettant de suivre le colmatage de ceux-ci.
7. Les performances de l'ouvrage feront l'objet d'une auto surveillance, conformément à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 renforcées par les prescriptions suivantes :
 - * l'auto surveillance sera réalisée une fois par an sur un échantillon moyen journalier ;
 - * les mesures porteront sur les paramètres suivants pH, débit, DBO₅, DCO, MES, NH₄, NTK et seront exprimées en concentration et rendements conformément aux prescriptions imposées à l'ouvrage au paragraphe 5 de l'article 3 du présent arrêté.

ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure d'autorisation.

ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 8 - EXECUTION ET PUBLICATION DE L'ARRETE

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE,

Mme le Maire de la commune de SAXON-SION,

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement et à M. le Chef de la brigade départementale du Conseil Supérieur de la Pêche.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de SAXON-SION.

NANCY, le 13 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

L'arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dans les communes ayant une station d'épuration d'une capacité de moins de 2 000 EH est consultable en préfecture à la DDDPI 1.

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE
A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU LE REVAU DANS LE CADRE
DE LA REALISATION D'UN RADIER BETON AU NIVEAU DU PONT RD 67 A VAUDEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle du 18 avril 2006 relative à l'autorisation de construire un radier béton au niveau du pont de la route départementale 67 sur le Ruisseau « Le Revau » à VAUDEVILLE ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 2 juin 2006 ;
VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 20 juin 2006 ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser à Vaudeville, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau Le Revau nécessaires à la construction d'un radier béton au pont RD 67.
Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur les territoires de la commune de VAUDEVILLE, au droit et de part et d'autre du pont du ruisseau Le Revau.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent à :

- assécher la zone de travail, par aménagement de deux batardeaux temporaires en terre et la pose d'une canalisation PVC permettant de transiter le débit ;
- construire un radier en béton au niveau actuel du fond du ruisseau ;
- construire un mur parafoilles en béton aux extrémités amont et aval de l'ouvrage ;
- remettre les lieux en l'état.

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau Le Revau, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Des mesures de sauvegarde de la vie piscicoles lors de l'assèchement des travaux devront être réalisées.

Un lit d'étiage garantissant la continuité écologique sera réalisé sur le radier du nouveau pont.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera au minimum associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 10 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

ARTICLE 11 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE,

Monsieur le Maire de la commune de VAUDEVILLE,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire et affiché en mairie de VAUDEVILLE.

Copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 13 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A MANONCOURT-EN-VERMOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 214-1 à L 214-6 ;

VU l'article 35 de la loi 92-3 sur l'eau du 03 janvier 1992 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2224-8 et L 2224-10 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret 94-469 du 03 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;

VU le décret 97-1133 du 08 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin RHIN-MEUSE adopté le 02 juillet 1996 et approuvé par le Préfet coordonnateur le 15 novembre 1996 ;

VU le projet déposé le 3 janvier 2006 par la commune de MANONCOURT-EN-VERMOIS, relatif à la réalisation de travaux collecte et de transport des eaux usées à MANONCOURT-EN-VERMOIS, et à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à MANONCOURT-EN-VERMOIS ;

CONSIDERANT que le projet est répertorié sous les rubriques 2-2-0, 5-1-0 et 5-2-0 de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 février 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation de la mise aux normes du système d'assainissement de la commune de MANONCOURT-EN-VERMOIS (construction d'une station d'épuration des eaux usées à MANONCOURT-EN-VERMOIS) au titre du code de l'environnement ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 22 mars 2006 au 15 avril 2006 en commune de MANONCOURT-EN-VERMOIS ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 6 mai 2006 ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 23 mai 2006 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en séance du 20 juin 2006 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET

La commune de MANONCOURT-EN-VERMOIS est autorisée à réaliser et exploiter les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées sur le territoire de MANONCOURT-EN-VERMOIS, et une station d'épuration des eaux usées à MANONCOURT-EN-VERMOIS, dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

2.2.0. - Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant supérieure à 10 000m³/j ou à 25 % du débit - Autorisation

5.1.0. - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieure à 12 kg de DBO₅ mais inférieur à 120 kg de DBO₅ - Déclaration ;

5.2.0. - Déversoirs d'orage situés sur réseaux d'égouts destinés à collecter un flux polluant supérieure à 12 kg de DBO₅ mais inférieur à 120 kg de DBO₅ - Déclaration .

ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande.

Ils consistent principalement en :

- la restructuration du réseau de collecte afin d'améliorer le taux de collecte en atteignant 80 % et diminuer le taux de dilution pour atteindre un taux maximum de 100 % ;

- la construction d'un ouvrage d'épuration des eaux usées d'une capacité de 350 équivalents - habitants sur le territoire de MANONCOURT-EN-VERMOIS parcelle 75 section B au lieu dit « Cheveugoutte ». L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé de type infiltration-percolation, la filière comprenant successivement :

* un dessableur ;

* un poste de relèvement avec panier dégrilleur ;

* un regard de tranquillisation avec un canal de mesure de débit ;

* une lagune de décantation de 250 m³ munie :

• d'une cloison siphonée en entrée pour retenir les graisses et autres flottants ;

• une fosse à boues de 30 m³ avec drains de pompage

• un trop plein siphoné en sortie

* une chasse pendulaire qui envoie les bâchées vers les filtres à sable par l'intermédiaire d'un ouvrage de répartition automatique ;

* deux filtres à sable de 320 m² chacun (8 casiers de 40 m²)

* un canal de mesure

* rejet vers le ruisseau des Prés Lallemand.

- l'aménagement de déversoirs d'orage et postes de refoulement sur les réseaux d'égouts de MANONCOURT-EN-VERMOIS situés comme suit :

Déversoir d'orage	Localisation	Milieu récepteur	Charge (en équivalent-habitants)
DO 1	Rue des Déportés	Bassin de décantation Ouest	120
DO 2	Rue des Marronniers	Fossé rue des Marronniers	6
DO 3'	Allée des Saules	Ruisseau des Prés Lallemand	350
PR 1	Rue des Déportés	Pas de trop plein (situé à l'amont du DO 1)	120
PR 2	Amont de l'ouvrage d'épuration	Ruisseau des Prés Lallemand	350

- Il est prévu un épandage des boues en agriculture.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS

Le déclarant devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.

Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.

3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Le déclarant devra, dans l'année qui précède la première vidange, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites en précisant le protocole de vidange.

4. Les prescriptions relatives aux déversoirs d'orage et réseaux mentionnées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 s'appliquent en totalité aux déversoirs d'orage et aux postes de refoulement mis en place sur le réseau ; les déversoirs d'orage et postes de refoulement doivent être conçus pour éviter les fuites vers le milieu naturel ; si ceux-ci sont équipés de surverses, des mesures seront prises pour enregistrer les événements et en mesurer l'importance.

5. La surverse du déversoir d'orage DO1 et du poste de refoulement PR1 se rejetant dans le bassin de décantation Ouest, celui-ci fera l'objet d'un entretien régulier de la part du déclarant. Ces entretiens seront indiqués dans le registre cité au paragraphe 7 de l'article 3.
6. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO ₅	90	25
DCO	75	125
MES	90	35
NH ₄	80	10

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

7. Outre les prescriptions visées à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, seront portés en outre, dans le registre tenu à la disposition des agents chargés du contrôle, les alternances et le nombre de bâchées reçues par chaque filtre et les indications permettant de suivre le colmatage de ceux-ci.
8. Les performances de l'ouvrage feront l'objet d'une auto surveillance, conformément à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 renforcées par les prescriptions suivantes :
- * l'auto surveillance sera réalisée une fois par an sur un échantillon moyen journalier ;
 - * les mesures porteront sur les paramètres suivants pH, débit, DBO₅, DCO, MES et NH₄ et seront exprimées en concentration et rendements conformément aux prescriptions imposées à l'ouvrage au paragraphe 5 de l'article 3 du présent arrêté.

ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure d'autorisation.

ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 8 - EXECUTION ET PUBLICATION DE L'ARRETE

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE,

M. le Maire de la commune de MANONCOURT-EN-VERMOIS,

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement et à M. le Chef de la brigade départementale du Conseil Supérieur de la Pêche.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de MANONCOURT-EN-VERMOIS.

NANCY, le 13 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

L'arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dans les communes ayant une station d'épuration d'une capacité de moins de 2 000 EH est consultable en préfecture à la DDDPI 1.

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DU PETIT INGRESSIN DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU RADIER DU PONT DE LA RD 11C A ECROUVES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle du 6 avril 2006 relative à l'autorisation de reconstruire le tablier du pont de la route départementale 11 c sur le Ruisseau du PETIT INGRESSIN à ECROUVES ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 10 mai 2006 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 20 juin 2006 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser à Ecrouves, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau du PETIT INGRESSIN nécessaires à la reconstruction du tablier du pont de la RD 11C.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune d'ECROUVES, au droit et de part et d'autre du pont du ruisseau du PETIT INGRESSIN.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent à :

- démolir le tablier et le reconstruire sur les culées existantes ;
- nettoyer et réparer les culées, nécessitant la mise en place d'échafaudages dans le lit du cours d'eau ;
- remettre les lieux en l'état.

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau du PETIT INGRESSIN, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Des mesures de sauvegarde de la vie piscicoles lors des travaux devront être réalisées.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera au minimum associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 10 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

ARTICLE 11- PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE, Monsieur le Sous-Préfet de TOUL, Monsieur le Maire de la commune d'ECROUVES, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire et affiché en mairie d'ECROUVES.

Copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, et au Chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 13 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'AGGLOMERATION DE LONGWY A EFFECTUER
DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITES DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DE LA ZAC DE MEXY A MEXY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L 214-1 à L 214-6 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment les articles R 11-4 à R 11-14 ;

VU la loi n° 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiés portant application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

VU la demande du 28 juillet 2005 déposée par le Président de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY, à l'effet d'être autorisé à réaliser les installations, ouvrages, travaux et activités liés à l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de MEXY, au titre du code de l'environnement et de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 décembre 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique, préalable à la réalisation du projet précité, en communes de Mexy, Haucourt-Moulaine, Herserange et Longwy ;

Considérant que le dossier d'enquête est resté du 2 au 20 janvier 2006 en mairies concernées par le périmètre d'enquête ;

VU l'avis du commissaire enquêteur, reçu en préfecture le 13 février 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 avril 2006 prorogeant le délai pour statuer sur cette demande ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 23 mai 2006 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de MEURTHE & MOSELLE au cours de sa séance du 20 juin 2006 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe & Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au rejets des eaux pluviales recueillies sur la zone d'aménagement concerté à MEXY en Meurthe-et-Moselle.

La présente autorisation est délivrée au titre de la police de l'eau.

Elle ne vaut pas acceptation du rejet par le propriétaire des fonds inférieurs pour laquelle une convention ou un accord devra être conclu avec celui-ci préalablement à la réalisation des travaux.

La Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent arrêté, les installations, ouvrages, travaux et activités prévus dans le cadre de l'aménagement de la ZAC de Mexy.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les ouvrages et travaux seront réalisés en commune de Mexy.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES ET TRAVAUX

Les installations, ouvrages, travaux et activités seront exécutés conformément au projet soumis à enquête publique.

Les ouvrages hydrauliques liés à l'aménagement de la ZAC consistent en :

L'aménagement d'un réseau de collecte des eaux usées pour acheminement vers la station d'épuration du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy située à Longwy;

L'aménagement d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales vers le ruisseau de LA MOULAINNE et de systèmes de rétention temporaire des eaux pluviales (2 bassins de rétention) destinés à restituer des débits de fuite identiques aux débits naturels pour une pluie annuelle avant aménagement de la Z.A.C..

Les bassins de rétention devront permettre le stockage des eaux d'événements pluvieux de période de retour 50 ans.

Les bassins de régulation des eaux pluviales ont les caractéristiques suivantes :

	Bassin 1 (zone Sud)	Bassin 2 (zone Nord)
Surface de Bassin versant desservi	44 ha	8 ha
Débit de fuite (l/s) = débit pour la pluie annuelle en état initial	150	50
Volume de stockage (m ³) pour la pluie centennale	16 000	2 000

Les rejets se feront vers La Mouline, via un talweg.

Un séparateur à hydrocarbures sera installé en amont de chaque bassin de stockage.

La réalisation d'une chambre sur le réseau de collecte, équipée d'une vanne et d'un by-pass, en amont des bassins de stockage, permettra d'isoler une éventuelle pollution accidentelle.

ARTICLE 4 - CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AU REJET

La qualité du rejet devra être telle que l'objectif de qualité assigné au milieu récepteur soit préservé.

La pollution apportée par le milieu récepteur ne devra en aucun cas nuire à la santé publique et au milieu aquatique.

En cas de mauvais fonctionnement des ouvrages ou de pollution apportée dans le milieu récepteur, le pétitionnaire devra immédiatement en informer le Service chargé de la police des eaux, ainsi que le propriétaire des plans d'eau existant en aval.

ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AU REJET

Le pétitionnaire assurera à ses frais l'entretien régulier des ouvrages concernés par le présent arrêté.

Les boues seront évacuées et traitées par voie appropriée dans le respect des dispositions réglementaires.

ARTICLE 6 - CONFORMITE DES AMENAGEMENTS ET CONTROLE

Le service chargé de la police des eaux procédera à une vérification de la conformité des aménagements réalisés avec les dispositions du projet soumis à enquête.

Il pourra être procédé, de manière inopinée, à des prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices, par les agents du service chargé de la Police des Eaux puis à leur analyse par un laboratoire agréé. Le pétitionnaire supportera les frais de ces interventions qui auront pour objet de constater qu'il n'a été introduit aucune matière nuisible dans le milieu récepteur.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTION RELATIVE AUX POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le bassin, et notamment la chambre de confinement située en amont, pourront être coupé du milieu récepteur par un système de vanne en cas de pollution accidentelle intervenant sur le site. La pollution sera alors stockée pour être traitée ultérieurement avec les moyens appropriés.

Il sera procédé annuellement à un exercice de fermeture et d'ouverture de vanne. Le service chargé de la police de l'eau sera convié pour cet exercice et sera rendu destinataire du compte rendu des opérations.

ARTICLE 8 - MESURE DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 9 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - EXECUTION DES TRAVAUX : SURVEILLANCE

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du Service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Lorsque des travaux de réfection seront nécessaires, le permissionnaire prendra avis au moins un mois à l'avance auprès du service chargé de la police des eaux.

ARTICLE 11 - CARACTERE DE L'AUTORISATION

Sur proposition du service chargé de la police des eaux, la présente autorisation de rejet pourra être révoquée dans le cas où les prescriptions s'y rapportant ne seraient pas respectées.

Le pétitionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police des eaux et de la pêche et, notamment aux normes de rejet d'eaux pluviales.

ARTICLE 12 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet de MEURTHE & MOSELLE et soumise à autorisation préalable.

ARTICLE 13 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

ARTICLE 14 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Messieurs les Maires des communes de Mexy, Haucourt-Moulaine, Herserange et Longwy, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE-et-MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE & MOSELLE et affiché en mairies précitées.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement,

- Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Monsieur le chef de brigade départemental du Conseil Supérieur de la Pêche.
NANCY, le 17 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL EN DATE DU 13 JUIN 2006
AUTORISANT LE GERANT DE LA SOCIETE SNC MAHIEU ET CIE A EFFECTUER DES TRAVAUX PROVISOIRES DE REPARATION
DE SON BARRAGE DE BLAINVILLE SUR L'EAU SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BLAINVILLE SUR L'EAU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.211-5, L.214-1 à L.214-6 ;
VU le Code rural ;
VU le décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié pris en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement et notamment son article 36 ;
VU le décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié pris en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 juin 2006 autorisant le gérant de la société SNC MAHIEU et Cie à effectuer des travaux provisoires de réparation de son barrage de Blainville sur l'Eau sur le territoire de la commune de BLAINVILLE-sur-L'EAU ;
VU la demande du gérant de la SNC MAHIEU et Cie de proroger de 15 jours l'exécution de ses travaux de réparation sur la totalité de son barrage de BLAINVILLE-SUR L'EAU en date du 3 juillet 2006 ;
VU l'avis favorable du président du Syndicat des Eaux de BLAINVILLE - DAMELEVIÈRES ;
VU l'avis favorable du Conseil Supérieur de la Pêche ;
VU l'avis favorable du Chef du service Navigation du Nord-Est ;
VU l'avis favorable de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
VU l'avis du gestionnaire du domaine public fluvial ;
VU l'avis favorable de la SNCF des Vosges ;
VU l'avis favorable de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;
VU l'avis favorable du maire de BLAINVILLE-SUR-L'EAU ;
VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé le 15 novembre 1996 ;
CONSIDERANT la réalisation des travaux pour des motifs de sécurité publique et d'alimentation en eau potable, consécutivement à la brèche survenue en rive droite du barrage ;
CONSIDERANT que la réfection du seuil du barrage de Blainville sur l'Eau permettra la préservation des écosystèmes aquatiques et le maintien du plan d'eau amont de la rivière Meurthe ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1er

L'article 3 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2006 est modifié comme suit :

« Le pétitionnaire devra abaisser son plan d'eau dès que les conditions hydrologiques de la rivière Meurthe le permettront pour une durée de 15 jours à compter de la date de signature du présent arrêté. A l'issue des travaux de réparation de la totalité du barrage, le niveau devra être rétabli à sa cote initiale ».

ARTICLE 2

Le reste demeure sans changement.

ARTICLE 3

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 4

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Sous-Préfet de Lunéville, Monsieur le Chef du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est, Monsieur le maire de la commune de BLAINVILLE SUR L'EAU, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs, Copie du présent arrêté sera notifiée au pétitionnaire et affichée en mairie de BLAINVILLE SUR L'EAU,

Copie du présent arrêté sera également transmise :

- à la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle,
- au Chef de la brigade départementale des gardes-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche,
- au Président du Syndicat Intercommunal des eaux de Blainville - Damelevières,
- au responsable de la S.N.C.F. des VOSGES.

NANCY, le 20 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DEUXIEME BUREAU

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 20 juillet 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL SAMADURA SPORTS, en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 579 m² de vente d'un magasin d'articles de sports et loisirs à l'enseigne SPORT 2000 à DOMMARTIN-LES-TOUL, ZAC du Jonchery, portant la surface totale de vente à 1229 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN-LES-TOUL.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 21 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
L. STENGER

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 20 juillet 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SNC LIDL en qualité de future exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché de type maxi-discount à l'enseigne LIDL à ESSEY-LES-NANCY, 69-71 et 73 rue du Pont-de-Pierre de 750 m² de vente cette demande étant présentée comme comportant le transfert des activités exercées sur une surface de vente de 576 m², dans un bâtiment situé à ESSEY-LES-NANCY, 75 rue du Pont-de-Pierre.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de ESSEY-LES-NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 21 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
L. STENGER

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 20 juillet 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC LIDL en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 526 m² de vente d'un supermarché de type maxi discount à l'enseigne LIDL à VANDOEUVRE-LES-NANCY - rue Aristide Briand portant la surface totale de vente à 825 m² ;

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

NANCY, le 21 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
L. STENGER

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 20 juillet 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL REDEIM en qualité de promoteur, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un ensemble commercial de 1345 m² de vente à CONFLANS-EN-JARNISY, comprenant un magasin de vêtements à l'enseigne DEFIMODE de 824 m² et un magasin de chaussures à l'enseigne CHAUSSEA de 521 m² ;

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de CONFLANS-EN-JARNISY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 21 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
L. STENGER

TROISIEME BUREAU**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE
A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES SERVICES FISCAUX****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

Vu la décision de M. le ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996, confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mars 2006 portant nomination de Melle Maryse DEVAUX en qualité de directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 28 juillet 2006 ;

Vu les articles 6 et suivants de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à Monsieur le directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 complété par l'arrêté du 26 avril 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

ARTICLE 1^{er} : Les articles 6 et suivants de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés et les arrêtés également susvisés des 9 janvier et 26 avril 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Monsieur le directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle sont annulés à compter du 28 juillet 2006.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Melle Maryse DEVAUX, directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, en tant que responsable de budget opérationnel départemental, à l'effet de recevoir les crédits imputés sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 156 (Chapitre 0156), « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local », y compris la régie d'avances, de les attribuer aux unités opérationnelles départementales de ce budget opérationnel de programme et de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

La présente délégation de signature s'étend au compte de commerce 907.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également accordée à Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07)

au titre du programme 218 (Chapitre 0218) « Conduite et pilotage des politiques économiques, financière et industrielle » et du compte d'affectation spéciale du chapitre 0721 « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est également donnée à Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 5 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à sa signature.

ARTICLE 6 : Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 7 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

ARTICLE 8 : Délégation de signature est accordée Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'exercer en mon nom, en ce qui concerne les activités de la direction départementale des services fiscaux de Meurthe et Moselle, la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

ARTICLE 9 : Délégation de signature est également accordée à Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 10 : Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 135 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 11 : En matière de marchés publics pour lesquels elle assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 8 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Madame la directrice départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés locaux de fournitures de bureau, de fourniture de papiers, de fourniture de consommables informatiques et de fourniture d'enveloppes imprimées qui ont été mutualisés à compter du 1^{er} janvier 2006 et pour lesquels j'assume la fonction de personne responsable des marchés.

ARTICLE 13 : Le présent arrêté prend effet à compter du 28 juillet 2006

ARTICLE 14 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des services fiscaux et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 11 juillet 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE DONNER UN AVIS SUR LES CANDIDATURES ET SUR LES OFFRES DANS LE CADRE DU MARCHE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATIONS ET DE PETITS TRAVAUX NEUFS A LA PREFECTURE ET DANS LES SOUS PREFECTURES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, attaché chargé de la commande publique au bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières à la préfecture en vue de présider les commissions d'appel d'offres chargées de donner un avis sur les candidatures, d'enregistrer les offres et de donner un avis sur les offres après analyse dans le cadre du marché de travaux d'entretien, de réparations et de petits travaux neufs à la préfecture et dans les sous-préfectures.

ARTICLE 2 : Les séances de cette commission se tiendront en préfecture (Salle de la Bibliothèque), le jeudi 10 août à 9h, puis le jeudi 7 septembre à 9h, puis le lundi 11 septembre à 9h.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 17 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

DEUXIEME BUREAU

ARRETE FIXANT LA LISTE DES COMMUNES RURALES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu les articles L. 3334-10 à L. 3334-12, R. 3334-4 à R. 3334-9 et D. 3334-8-1 relatifs à la dotation globale d'équipement des départements du code général des collectivités territoriales

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu la liste des communes rurales du département établie par la direction régionale de l'Institut National de la Statistique et des Études Economiques (I.N.S.E.E.) selon les critères définis au I de l'article D 3334-8-1 du code général des collectivités locales ;

Considérant qu'il appartient au préfet de fixer par arrêté la liste des communes rurales dans le département conformément aux dispositions du II de l'article D 3334-8-1 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : La liste des communes rurales du département de Meurthe-et-Moselle est fixée conformément à l'annexe jointe au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 3334-11 du code général des collectivités territoriales, la dotation globale d'équipement versée au département doit être utilisée soit pour réaliser des travaux d'équipement rural et d'aménagement foncier soit pour subventionner les différents maîtres d'ouvrage qui réalisent des opérations de même nature.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, adressée aux maires des communes rurales et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

La liste des communes rurales de Meurthe-et-Moselle mentionnée dans l'arrêté ci-dessus est consultable en préfecture à la DRCL 2.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE****SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE****ARRETE N° 12 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX****LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 11 du 26 janvier 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX ;

VU le courrier en date du 4 avril 2006 de Monsieur DALLA COSTA, Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, proposant la candidature de Madame LALLEMENT Françoise, en remplacement de Madame HUGNIN Joëlle en qualité de représentant du personnel ;

VU le courrier en date du 22 mai 2006 de Monsieur DALLA COSTA, Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, relatif à la composition de la Commission Médicale d'Etablissement ;

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général - Président de droit du Conseil d'administration**
Monsieur Bernard LECLERC, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Cinq représentants du conseil général**
Monsieur BARBIER, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur BISTON, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,
Madame PILOT Michèle, conseillère générale, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur MARCHAL Michel, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**
Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil régional**
Monsieur GRANDBASTIEN Jean-François, conseiller régional, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Le président de la CME**
Monsieur le Docteur Régis, MALINGREY, fin du mandat en juin 2011.
- 6 Deux autres membres de la CME**
Madame SCHIRMEYER-BIGEARD Christine, pharmacien, fin du mandat en juin 2011,
Madame le Docteur ROZBORSKI Delphine, médecin coordonnateur, fin du mandat en juin 2011.
- 7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
Madame Sylvie SAUVAGE, infirmière, fin du mandat en décembre 2006.
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
Monsieur Rémi DONNOT, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Marie-Françoise LALLEMENT, déléguée CFDT, en remplacement de Madame Joëlle HUGNIN, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Jean-Yves LANG, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
Madame Nathalie FRANQUET, assistante sociale, fin du mandat en mai 2007,

Monsieur le Docteur Eric MAGNE, médecin généraliste, fin du mandat en novembre 2008
Madame SOMMER Annette, infirmière libérale, fin du mandat en février 2007.

10 Trois représentants des usagers

Monsieur CHENUT Pierre, représentant l'ADMR de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mai 2007,
Madame DELHAYE, maire d'ARRAYE et HAN, représentant l'Association « Retraite en Campagne », fin du mandat en juillet 2007,
Madame MAGNIN Yvette, représentant l'Association VMEH, fin du mandat en décembre 2006.

ARTICLE 2. - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 11 du 26 janvier 2006.

ARTICLE 3. - : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 juillet 2006

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SECRETARIAT C.D.A.S.

ARRETE N° 3519 PORTANT DELEGATION DE COMPETENCE DES DECISIONS RELATIVES AUX DEMANDES D'ATTRIBUTION DES DEMANDES DE PROTECTION COMPLEMENTAIRE EN MATIERE DE SANTE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.861-1, L.861-5 et R.861-16 ;

VU le décret n° 1049 du 15 décembre 1999 portant diverses mesures d'application de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 ;

VU l'ordonnance n° 2005-1528 du 08 décembre 2005 portant création du régime sociale des indépendants ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 portant délégation de compétence des décisions relatives aux demandes d'attribution des demandes de protection complémentaire en matière de santé ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 est modifié comme suit :

La présente délégation s'applique à l'ensemble des directeurs des caisses d'assurance maladie situées dans le département de Meurthe-et-Moselle :

- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy - 9 boulevard Joffre - 54047 NANCY CEDEX

- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy - 3 avenue Raymond Poincaré - 54401 LONGWY CEDEX

- Régime Social des Indépendants - 9 rue Pierre Chalnot - 54052 NANCY CEDEX

- Mutualité Sociale Agricole - 15 avenue Paul Doumer - 54507 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX

- Réunion des Assureurs Maladie et Groupement des Assurances Maladie des Exploitants Agricoles - 9 rue Maurice Barrès - 54075 NANCY CEDEX

Chaque caisse est habilitée à instruire la demande de protection complémentaire en matière de santé et à prendre les décisions correspondantes pour ses ressortissants.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de nomination du directeur général de la caisse nationale du régime social des indépendants.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy

- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy

- Madame la Directrice du Régime Social des Indépendants de Lorraine

- Monsieur le Directeur de la Mutualité Sociale Agricole

- Monsieur le Directeur de la Réunion des Assureurs Maladie et du Groupement des Assurances Maladie des Exploitants Agricoles

Le Préfet,
Claude BALAND

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 68 PORTANT RADIATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES AGREMENT N° 104 - AMBULANCES DU BAYONNAIS « LES CHARADES » - RUE DE LA MAIRIE - 54290 BAYON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n° 87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n° 2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'attestation de conformité portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires terrestres délivrée à Monsieur Joël RICCIUTELLI pour son entreprise « AMBULANCES DU BAYONNAIS », sise rue de la Mairie, Les Charades à 54290 BAYON sous le n° 104 ;

VU l'acte de vente établi le 31 août 2004 par Maître Jean-Noël BAUER, notaire associé ;

CONSIDERANT la cession d'éléments d'exploitation de l'entreprise à la « SARL AMBULANCES VANDOPERIENNES » avec reprise au 1^{er} septembre 2004 ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Est radiée de la liste des entreprises de transports sanitaires terrestres en exercice dans le département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2004, l'agrément n° 104 attribué à l'entreprise « AMBULANCES DU BAYONNAIS ».

ARTICLE 2 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 15 juin 2006

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
Jean-François LHUILLIER

**ARRETE N° 69 PORTANT RADIATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES
AGREMENT N° 92 - AMBULANCES JAMBOIS - 3 RUE DE LA GARE - 54450 AVRICOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté en date du 24 novembre 1986 portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires terrestres délivrée à Monsieur JAMBOIS Jacques pour son entreprise « AMBULANCES JAMBOIS », sise 3 rue de la Gare à 54450 AVRICOURT sous le n° 92 ;

VU l'acte de vente établi le 1er mars 2004 par Maître NICASTRO-TANGREDI Liliane, notaire ;

CONSIDERANT la cession du fonds de commerce à la Société unipersonnelle « EURL 2000 » avec reprise au 1^{er} mars 2004 ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Est radiée de la liste des entreprises de transports sanitaires terrestres en exercice dans le département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} mars 2004, l'agrément n° 92 attribué à l'entreprise « AMBULANCES JAMBOIS ».

ARTICLE 2 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 19 juin 2006

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
Jean-François LHUILLIER

**ARRETE N° 70 PORTANT RADIATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES
AGREMENT N° 94 - AMBULANCES LA THIAVILLOISE - 1 ROUTE DE THIAVILLE - 54120 LACHAPELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté en date du 24 novembre 1986 portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires terrestres délivrée à Monsieur TANGUY Jean-Claude pour son entreprise « Ambulances LA THIAVILLOISE », sise 1 route de Thiaville à 54120 LACHAPELLE sous le n° 94 ;

VU l'acte de vente établi le 29 janvier 2005 par Maître Jean-Luc VIBRAC et Maître Thierry GEROME, notaires associés ;

CONSIDERANT la cession du fonds de commerce à la « SARL Ambulances BERTRAND » avec reprise au 1^{er} janvier 2005 ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Est radiée de la liste des entreprises de transports sanitaires terrestres en exercice dans le département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} janvier 2005, l'agrément n° 94 attribué à l'entreprise « Ambulances LA THIAVILLOISE ».

ARTICLE 2 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.
NANCY, le 19 juin 2006

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE

**ARRETE DDASS / SSA / N° 3581 FIXANT POUR 2006 LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
ET LES TARIFS JOURNALIERS « SOINS » DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT
POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE + USLD) DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la notification du 15 février 2006 de l'enveloppe départementale de Meurthe-et-Moselle par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3346 du 27 avril 2006 fixant pour 2006 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers du budget annexe

« établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite + USLD) de FAULX à compter du 1^{er} janvier 2006 ;

CONSIDERANT que par arrêté n° 06/82 du 20 juin 2006 le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine a accordé un forfait global de soins de 63 880,00 euros représentant la part des dépenses prises en charge par les régimes d'assurance maladie pour l'USLD jusqu'au 31 mars 2006, qu'en conséquence qu'il convient de déduire cette somme de la dotation globale accordée sur l'enveloppe départementale médico-sociale par l'arrêté préfectoral précité ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 3346 du 27 avril 2006 est modifié comme suit :

« La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2006 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite + USLD) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX :

N° FINESS (EJ) 54 000 026 2

La dotation globale de financement de l'EHPAD (Maison de retraite + USLD) est fixée à 1 573 991,88 € à compter du 1^{er} janvier 2006, dont 63 880,00 € ont été pris en charge par l'ARH Lorraine.

La part de « la dotation globale de soins » financée sur l'enveloppe médico-sociale EHPAD 2006 est fixée à **1 510 111,88 €**.

Tarifs journaliers de soins :

- pour les GIR 1 et 2 : 34,94 €

- pour les GIR 3 et 4 : 26,12 €

- pour les GIR 5 et 6 : 17,29 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre de Moyen séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 13 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/05/2006 par **Monsieur Hubert CLAUDE, associé du GAEC de l'Etanche à THOREY LYAUTEY concernant un agrandissement.**

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur GAEC de l'Etanche est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

ARTICLE 2 :

La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé,

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/06/2006 par **Monsieur PAQUIN David à MURVILLE concernant un agrandissement.**

VU l'absence de demande concurrente et considérant le lien de parenté du demandeur avec le propriétaire

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur PAQUIN David est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

ARTICLE 2 :

La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/05/2006 par **Monsieur THOUVENIN André à BENNEY concernant agrandissement préalable à l'installation de son fils Aurélien.**

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.

CONSIDERANT qu'il s'agit d'un agrandissement pour permettre l'installation d'un jeune agriculteur

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur THOUVENIN André est autorisé à exploiter 97,70 ha sous condition d'installer son fils avec les aides de l'Etat et à titre principal avant le 1^{er} septembre 2007.

ARTICLE 2 :

La présente décision ne vaut pas injonction aux propriétaires.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé,

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/06/2006 par **Monsieur WILLEMEZ Sébastien à OLLEY concernant la reprise d'une exploitation pour permettre son installation.**

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole de Meurthe et Moselle réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole de la Meuse le 27/07/2006 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur WILLEMEZ Sébastien est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

ARTICLE 2 :

La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé,

NANCY, le 30 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/06/2006 par **Monsieur COLLIN François à BOUVRON concernant son installation dans le GAEC du GRAND PARC et le retrait de deux associés de ce GAEC, avec reprise de 10.76 ha.**

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur COLLIN François est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

ARTICLE 2 :

La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé,
NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/05/2006 par **Madame VANNIERE Annick concernant la reprise temporaire de l'exploitation de M. Pol VANNIERE à VILLERUPT avant cession définitive.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Madame VANNIERE Annick, gérante de l'Indivision Pol VANNIERE, est autorisée à exploiter, temporairement, jusqu'au 31 décembre 2006, conformément à sa demande.

ARTICLE 2 :

La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé,
NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/06/2006 par **Monsieur CHARY Jean Michel à BECHAMP concernant la transformation de l'EARL de l'AMPELOPSIS en GAEC avec entrée d'un nouvel associé.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur CHARY Jean Michel est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

ARTICLE 2 :

La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé,
NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/06/2006 par **Monsieur MATAIGNE Jean Claude à FLEVILLE LIXIERES concernant agrandissement en vue de l'installation d'un fils.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur MATAIGNE Jean Claude est autorisé à exploiter 8, 51 ha, sous condition de l'installation d'un fils avec les aides de l'Etat et à titre principal, avant fin 2007, conformément à sa demande.

ARTICLE 2 :

La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé,

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/03/2006 par **Monsieur BONNAVENTURE Vincent à ANDILLY concernant 16 ha situés à JAILLON et FRANCHEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'exploitation en pluriactivité.**
VU la demande concurrente de Mr Nicolas Beaucourt pour permettre l'installation à titre principal de M Johann GUILLAUME lequel dispose de la capacité professionnelle pour bénéficier du statut de jeune agriculteur et de bénéficier des aides de l'Etat
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie des exploitations réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que la demande présentée contribue au démembrement d'une exploitation laquelle permet l'installation d'un jeune agriculteur et que de ce fait elle est soumise à autorisation

CONSIDERANT que la demande présentée occupe un rang de priorité inférieure à celle de M BEAUCOURT qui réalise l'installation d'un jeune agriculteur

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur BONNAVENTURE Vincent n'est pas autorisé à exploiter les 16 ha , objet de la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BONNAVENTURE Vincent, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JAILLON - FRANCHEVILLE pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/06/2006 par **Monsieur BEAUCOURT Nicolas à AINGERAY concernant 38 ha situés à JAILLON - FRANCHEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU le projet d'installation de M Johann GUILLAUME en société avec lui,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée,
CONSIDERANT qu'il y a lieu de favoriser les projets d'installation,

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur BEAUCOURT Nicolas est autorisé à exploiter 38 ha sous réserve de l'installation d'un jeune agriculteur à titre principal, avec les aides de l'Etat et en société avec lui avant le 31 décembre 2007 conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BEAUCOURT Nicolas.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BEAUCOURT Nicolas, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JAILLON - FRANCHEVILLE pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/05/2006 par **Monsieur FIDEL Bernard à LALOEUF concernant la poursuite d'activité en 2006 de l'exploitation de Monsieur FIDEL Francis, décédé.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'assurer la conduite de l'élevage et la récolte des cultures en place avant la cession de l'exploitation

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur FIDEL Bernard en qualité de gérant de l'indivision FIDEL, est autorisé temporairement à poursuivre l'exploitation de Monsieur Francis FIDEL, jusque fin 2006.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FIDEL Bernard.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FIDEL Bernard, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/04/2006 par **Monsieur PIERRON Olivier à GIRIVILLER concernant 11,5 ha situés à GIRIVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.
VU l'autorisation accordée le 28 octobre 2005 à Monsieur FLEURENCE pour exploiter ce fonds au dépend de Monsieur Olivier PIERRON
CONSIDERANT que, dans la demande présentée, hormis la modification de surface, il ne figure pas d'événement nouveau susceptible de modifier l'avis de la commission,

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur PIERRON Olivier n'est pas autorisé à exploiter 11,5 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PIERRON Olivier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERRON Olivier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GIRIVILLER pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/05/2006 par **Monsieur PETITOT Pascal à FERRIERES concernant 3,06 ha situés à FERRIERES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée,
VU l'absence de demande concurrente,

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur PETITOT Pascal est autorisé à exploiter 3,06 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PETITOT Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PETITOT Pascal, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FERRIERES pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/06/2006 par **Monsieur DENIS Jean Paul à MORIVILLER concernant 66 ares situés à MORIVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.
VU l'absence de demande concurrente

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur DENIS Jean Paul est autorisé à exploiter 66 ares conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DENIS Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DENIS Jean Paul, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MORIVILLER pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/06/2006 par **Monsieur PETITOT Bertrand à BAYON concernant 84,96 ha situés à VIRECOURT - VILLACOURT - BAYON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente et le lien de parenté du cédant
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur PETITOT Bertrand est autorisé à exploiter 84,96 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PETITOT Bertrand.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PETITOT Bertrand, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VIRECOURT - VILLACOURT - BAYON pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/05/2006 par **Monsieur HENRY Xavier à OLLEY concernant 33,37 ha situés à PUXE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.
VU l'absence de demande concurrente

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur HENRY Xavier est autorisé à exploiter 33,37 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HENRY Xavier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HENRY Xavier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PUXE pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/05/2006 par Monsieur BOULANGER Jean Marie à LENONCOURT concernant 15,24 ha situés à LENONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.
VU la demande d'autorisation du 21 avril 2005 en cours accordée à **Monsieur JOB Pascal de Mazerulles pour permettre l'installation de son fils en qualité de jeune agriculteur avant le 31 décembre 2006.**
VU le courrier du 25 juin 2005 de Monsieur JOB précisant notamment que le « manquement de ces 15,24 ha entraînerait une impossibilité pour son fils de s'installer »
CONSIDERANT que la demande présentée n'est pas prioritaire par rapport à celle citée ci dessus.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur BOULANGER Jean Marie n'est pas autorisé à exploiter les 15,24 ha, objet de la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BOULANGER Jean Marie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BOULANGER Jean Marie, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LENONCOURT pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 16 Mai 2006,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/04/2006 par **Monsieur ZIMMERMANN Thierry à PUXE concernant l'agrandissement de l'EARL SAINT ROCH et l'entrée de Mr Jean MEYERS, comme associé, avec 125 ha de foncier.**
ENTENDU en commission Monsieur Jean Claude SCHNEIDER, de l'association Solidarité Paysan Lorraine sur la motivation de la demande qui permettre à Monsieur MEYERS de garder son statut d'exploitant agricole,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 28/06/2006 sur la demande précitée.
CONSIDERANT que le projet est de nature à permettre à Monsieur MEYERS de terminer sa carrière et de solutionner certaines difficultés de trésorerie .

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur ZIMMERMANN Thierry, gérant de l'associé SAINT ROCH est autorisé à prendre Monsieur MEYERS, comme associé et à exploiter les 125 ha qui représente les apports de foncier du nouvel associé.
L'autorisation est donnée de façon temporaire pour une durée inférieure à 3 années, à dater de la publication de la présente décision et sous condition de limiter la cession du foncier à une mise à disposition du bien loué au profit de la société.

ARTICLE 2 :

La présente décision ne préjuge pas des intentions des propriétaires.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés,
NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

ARRETE DDAF/SEAAF - 2006/354 PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ORIENTATION AGRICOLE DE MEURTHE-ET-MOSELLELE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural, notamment les articles R-313-1 et suivants.
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999.
VU le décret n°2006-672 du 08 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif.
VU le décret n°2006-665 du 07 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives.
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements.
VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 2006 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole.
VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 fixant la liste des organisations syndicales du département répondant aux critères des décrets n° 90-187 du 28 février 1990 et n° 2000-139 du 16 février 2000.
VU les propositions des Jeunes Agriculteurs de Meurthe-et-Moselle,
VU les propositions du Centre Régional de la Propriété Forestière de Lorraine-Alsace,
VU les propositions du Syndicat Départemental de la Propriété Privée Rurale de Meurthe-et-Moselle,
VU les propositions de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitations Agricoles de Meurthe-et-Moselle,
VU les propositions de la Confédération Syndicale des Familles,
VU les propositions de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle,
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

A R R E T E**ARTICLE 1**

La Commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle, est composée ainsi qu'il suit :

- Monsieur le Préfet ou son représentant : Président,
- Monsieur le Président du conseil régional ou son représentant,
- Monsieur le Président du conseil général ou son représentant,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,

- Monsieur le Trésorier payeur général ou son représentant,
- Monsieur le Président de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole ou son représentant.

Au titre d'établissement public de coopération intercommunale :

- Monsieur Olivier JACQUIN - 54470 THIAUCOURT

Au titre de la chambre d'agriculture :

- Titulaires :** Monsieur François THOMAS - 54134 CEINTREY
Monsieur Michel GROJEAN - 54200 VILLEY ST ETIENNE
Monsieur Hubert GRALLET - 54290 ROZELIEURES
(au titre des sociétés coopératives agricoles)

- Suppléants :** Monsieur Alain GUILLAUME 54210 VILLE EN VERMOIS
Monsieur Bruno COLIN - 54450 BARBAS
Monsieur Charles BAUDOUIN - 54260 VILLANCY
Monsieur Yvonnick MANGEOT - 54800 OLLEY
Madame Véronique CHONE - 54580 HABONVILLE ST AIL
Monsieur Michel MAGRON - 54450 ANCERVILLER

Au titre des activités de transformation des produits de l'agriculture :*Entreprises agro alimentaires non coopératives :*

- Titulaire :** Monsieur Bernard SEIGNERT - 54450 BLAMONT

- Suppléant :** Monsieur LECLERC - 54140 JARVILLE

Coopératives Agricoles :

- Titulaire :** Monsieur René SCHUTZ - 54800 THUMEREVILLE
Suppléants : Monsieur Bernard BATHO - 54450 LEINTREY
Monsieur Michel THOMAS - 54830 FRANCONVILLE

Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées :

- Titulaire :** Monsieur Gérard RENOARD - 54470 BOUILLONVILLE

- Suppléants :** Monsieur Laurent PAQUIN - 54150 NORROY LE SEC
Monsieur Christian RENAUDIN - 54490 DOMPRIX

- Titulaire :** Monsieur François MANSION - 54 385 NOVIANT AUX PRES

- Suppléants :** Monsieur Bernard PLONGUE - 54113 GYE
Monsieur Thierry WUCHER - 54290 HAMMEVILLE

- Titulaire :** Monsieur François TOUSSAINT - 54740 VAUDIGNY

- Suppléants :** Madame Anne Thérèse BRICE - 54 760 MOIVRONS
Monsieur Etienne VUILLEMIN - 54 300 MARAINVILLER

- Titulaire :** Mademoiselle Sophie LEHE - 54450 DOMEVRE sur VEZOUZE

- Suppléants :** Monsieur Daniel PERRIN - 54 300 FRAIMBOIS
Monsieur Maurice HERIAT - 54290 BREMONCOURT

- Titulaire :** Monsieur Laurent ROUYER - 54470 ESSEY MAIZERAIS

- Suppléants :** Monsieur Denis PIARD - 54420 SAULXURES LES NANCY
Monsieur Alban PAULUS - 54450 FREMONVILLE

- Titulaire :** Monsieur Jean Philippe BASTIEN - 54380 MARTINCOURT

- Suppléants :** Monsieur Claude PAUCET - 54700 ATTON
Monsieur Jean-François RICHARD - 54920 MORFONTAINE

- Titulaire :** Monsieur Nicolas PETITJEAN - 54950 LARONXE

- Suppléants :** Monsieur Pascal BASTIEN - 54170 BAGNEUX
Monsieur Sébastien CLAUDE - 54370 PUXIEUX

- Titulaire :** Monsieur Christian BARBIER - 54800 PUXE

- Suppléants :** Monsieur Joseph THIEBAUT - 54450 REILLON
Madame Agnès CHONE - 54121 VANDIERES

Au titre de l'organisation syndicale des salariés des exploitations agricoles la plus représentative :

- Titulaire :** Monsieur Michel VIOLET - 54510 ART SUR MEURTHE

- Suppléants :** Madame Jacqueline GIET - 54170 DOLCOURT
Monsieur Hervé GERARD - 54300 MARAINVILLER

Au titre de la distribution des produits agro alimentaires :*Distribution en général*

- Titulaire :** Monsieur Jean Luc REMY - 54000 NANCY

- Suppléant :** Monsieur Alain EVEN - 54000 NANCY

Commerce indépendant

- Titulaire :** Monsieur Michel MARCHAND - 54000 NANCY

- Suppléant :** Monsieur Michel CUSEY - 54000 NANCY

Au titre du financement de l'agriculture :

- Titulaire :** Monsieur Alex VOIRY - 54110 VARANGEVILLE

- Suppléants :** Monsieur Jacques STEENHAUT - 57021 METZ Cedex 1
Monsieur François FLORENTIN - 54990 XEUILLEY

Au titre des fermiers métayers :

- Titulaire :** Monsieur Claude NOEL - 54170 CREPEY

- Suppléants :** Monsieur Eric GILLARDIN - 54260 VILLERS LE ROND
Monsieur Jean Marc REIGNIER - 54510 ART SUR MEURTHE

Au titre des propriétaires agricoles :

- Titulaire :** Madame Jacqueline PANIS - 54280 SEICHAMPS

- Suppléants :** Monsieur Denis POINSIGNON - 54770 BOUXIERES AUX CHENES
Monsieur Jean Luc RENAUDIN - 54110 REMEREVILLE

Au titre de la propriété forestière :

- Titulaire :** Madame Marie Alix DESARS - 54540 BIONVILLE

- Suppléants :** Monsieur François HELLUY - 54520 LAXOU
Monsieur Michel GEORGES - 54000 NANCY

Au titre d'associations agréées pour la protection l'environnement :**Titulaire :** Monsieur Jean Pierre SIMOUTRE - Président FDC - 54450 CHAZELLES sur ALBE**Suppléants :** Monsieur Guy SAPRANI - Président FDAAPPMA - 54150 BRIEY
Monsieur Philippe SUGG - FDAAPPMA - 54300 CHANTEHEUX**Titulaire :** Monsieur Alain SALVI - Président CSL - 57930 FENETRANGE**Suppléants :** Monsieur Laurent GIGOUT - directeur CSL - 57930 FENETRANGE
Monsieur Damien AUMAITRE - CSL - 57930 FENETRANGE**Au titre de l'artisanat :****Titulaire :** Madame Danielle NICOLAS - 54000 NANCY**Suppléants :** Monsieur Francis CHRETIEN - 54200 TOUL
Monsieur Francis COLIN - 54450 FREMONVILLE**Au titre des consommateurs :****Titulaire :** Madame Michèle PATIES CSF - 54000 NANCY**Suppléant :** Madame Marie Louise MARION CSF - 54520 LAXOU**Au titre des personnes qualifiées :****Titulaires :** Monsieur Jean Luc MILLARD - 54470 MANDRES AUX 4 TOURS

Monsieur Louis CHRETIEN - 54385 TREMBLECOURT

ARTICLE 2

Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif :

- Monsieur le président de l'ADASEA

- Monsieur le directeur de la FDSEA

- Monsieur le directeur du Lycée agricole de Pixérécourt - 54220 MALZEVILLE

- Maître Philippe CLAUDEL - Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT

- Monsieur Patrick LORANS - Crédit Agricole de Lorraine 54017 NANCY Cedex

- Monsieur Laurent MISSET - Banque Populaire Lorraine et de Champagne 57021 METZ Cedex 1

- Monsieur Adrien CLOQUART - Crédit Mutuel - B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3

- Monsieur Stéphane LEMOINE - SNVB - 54011 NANCY Cedex

Le président peut appeler à participer aux travaux de la CDOA, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

ARTICLE 3

Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 4

La durée du mandat des membres, qui ne sont pas désignés ès qualité, est de trois ans renouvelable à compter de leur nomination.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre décède ou démissionne, ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

ARTICLE 5

Le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 19 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2006/301 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE SAULXURES-LES-NANCY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 27 Janvier 1976 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de SAULXURES-LES-NANCY ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2006 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision adoptée par l'Assemblée Générale extraordinaire de l'ACCA de SAULXURES-LES-NANCY en date du 13 Août 2004 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 27 Janvier 1976 est annulée.**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 46 ha 92a 25- ca situés sur le territoire de la Commune de SAULXURES-LES-NANCY ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
SAULXURES-LES-NANCY	AB	n° 9 - 12 à 25 - 27 à 36 - 40 - 42 - 56 - 59 - 61 à 74 - 76 à 89 - 91 - 93 - 95 - 97 et 98 - 101 à 103 - 106 et 107 - 109 - 111 à 115 - 117 - 119 à 126 - 128 - 130 à 132 - 134 et 135 - 137 à 141.
	AV	n° 1 à 3 - 5 à 7 - 9 à 11 - 16 - 18 à 21

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de SAULXURES-LES-NANCY.

ARTICLE 3 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

ARTICLE 4 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de SAULXURES-LES-NANCY.

ARTICLE 5 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de SAULXURES-LES-NANCY sera affichée pendant 1 mois dans la commune de SAULXURES-LES-NANCY par les soins du Maire.

ARTICLE 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de Commune de SAULXURES-LES-NANCY sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l' Association Communale de Chasse Agréée de SAULXURES-LES-NANCY,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

ARRETE N° DDSV/54/06/50 - MANDAT SANITAIRE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R.221-5, R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDSV/54/04/50 portant attribution du mandat sanitaire provisoire ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition de la directrice départementale des services vétérinaires,

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est renouvelé à compter du 23 février 2006 à :

THEIS Martine

Docteur vétérinaire

2 bis rue de la cure

55230 BILLY SOUS MANGIENNES

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL NGUYEN

ARRETE N° DDSV/54/SA/06/54 - MANDAT SANITAIRE PROVISoire

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à :

TASIAUX Stéphanie

Docteur Vétérinaire

40 place Roland Marchesin

57390 AUDUN LE TICHE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 11 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL NGUYEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SECRETARIAT LOGEMENT SOCIAL

ARRETE AUTORISANT LE VERSEMENT DIRECT DE L'APL A L'ASSOCIATION "ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX" AEIM
A VANDOEUVRE-LES-NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L442-8-1 et R351-27 ;

VU la demande présentée le 9 mai 2006 par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (AEIM), gestionnaire du foyer d'Adultes Handicapés à Lunéville ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Equipelement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'Association "Adultes et enfants Inadaptés Mentaux" compte tenu de son action sociale en matière de logement, est agréée pour bénéficier du versement direct de l'Aide Personnalisée au Logement pour les 14 logements de Type T1, situés 16 et 18, rue de la Résistance à Lunéville, faisant l'objet de la convention APL n° 54/3/05.2003/79.297/4585.

ARTICLE 2 : Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" à ses engagements sociaux et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Equipelement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux".

NANCY, le 11 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 13769 en date du 28 juillet 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du poste St Germain, route de Longwy, sur la commune de COSNES ET ROMAIN.

Par arrêté préfectoral n° 43246 en date du 2 août 2006, NEXITY-FONCIER CONSEIL a été autorisé à exécuter les travaux en vue du lotissement "les résidences du Mont Joli" 54 parcelles, sur la commune de JOLIVET.

Par arrêté préfectoral n° 43559 en date du 28 juillet 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'aménagement de la ZAC de Brabois, ZAC de Brabois, sur la commune de VILLERS LES NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 53607 en date du 1er août 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA lotissement communal, lotissement "Les Mathis II", sur la commune de FAVIERES.

Par arrêté préfectoral n° 53693 en date du 28 juillet 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension du réseau basse tension rue Saint Martin, sur la commune de RAUCOURT.

Par arrêté préfectoral n° 53758 en date du 28 juillet 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation îlot des Poilus d'Orient, rue des Poilus d'Orient, sur la commune de VILLERS LES NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 53849 en date du 28 juillet 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation HTAS "ZAC du Port aux Planches" rue du Port aux Planches, sur la commune de NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 53929 en date du 28 juillet 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du poste de transformation VNF écluse du Clévant, sur la commune de FROUARD.

Par arrêté préfectoral n° 53963 en date du 28 juillet 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation "Le Clos Stanislas" rue du 8 mai 1945, sur la commune d'ESSEY LES NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 54280 en date du 28 juillet 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation ZAC "Champ le Cerf" Champ le Cerf, sur la commune de NEUVES MAISONS.

Par arrêté préfectoral n° 63019 en date du 28 juillet 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renforcement réseau HTA/BTA "fromagerie de la Meix" route départementale n° 162, sur la commune de REILLON.

Par arrêté préfectoral n° 63179 en date du 2 août 2006, la SOLOREM a été autorisé à exécuter les travaux en vue de la création d'un poste D.P et de trois branchements secteur restauration, ZAC de Frocourt tranche 2, sur les communes de HOUEMONT et de FLEVILLE DEVANT NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 63194 en date du 28 juillet 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation TS-SCI-HMD 1 rue Léon Songeur, sur la commune de HEILLECOURT.

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEUR DU SPECTACLE - COMMISSION DU 4 JUILLET 2006

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/126

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 4 juillet 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1ER : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant le numéro 54-407 et 54-408 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Jérémie DUVAL, Association Extenses'Arts, 30, rue des Blancs Prés, 54230 Neuves-Maisons.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/127

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 4 juillet 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0400 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Séverine MAGRY, « Ziq en boîte » 1, Place François Mitterand, 54460 Liverdun.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/128

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 4 juillet 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0568 et 54-0569 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Romain REOT, « La Smalah » 25, rue Victor Lemoine, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. METZ, le 10 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE" AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi 2001-152 du 19 février 2001 relative à l'épargne salariale ;

Vu la circulaire interministérielle du 14 septembre 2005 relative à l'épargne salariale ;

Vu le décret N° 2003-384 du 23 avril 2003 relatif à l'agrément des entreprises solidaires et modifiant le code du travail, publié au Journal Officiel du 25 avril 2003 donnant délégation de compétence aux Préfets de départements ;

Vu l'article L 443-3-1 du code du travail ;

Vu la demande présentée le 19 avril 2006 par Monsieur Fabrice BOLLINGER, président de la MJC LORRAINE - BP 273 - 1, rue de Lorraine - 54512 VANDOEUVRE LES NANCY CEDEX

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture

DECIDE

Article 1er :

L'association MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE LORRAINE - MAISON POUR TOUS - BP 273 -1 rue de Lorraine -54512 VANDOEUVRE LES NANCY CEDEX est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 :

Le Secrétaire Général et la Directrice départementale du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'association et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale) et au Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (direction du trésor).

NANCY, le 3 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE PREFECTORAL N° 2006 - 1/JS PORTANT SUSPENSION D'EXERCER QUELQUE FONCTION QUE CE SOIT AUPRES DE MINEURS ACCUEILLIS (ET/OU D'EXPLOITER DES LOCAUX LES ACCUEILLANT) DANS LE CADRE DES ARTICLES L. 227-4 ET SUIVANTS DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L. 227-4 et L. 227-10 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au conseil national et aux conseils départementaux de l'éducation populaire et de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2002 relatif à la commission de sauvegarde du conseil départemental de l'éducation populaire et de la jeunesse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2002 fixant la composition du conseil départemental de l'éducation populaire et de la jeunesse ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 227-10 du Code de l'action sociale et des familles « après avis d'une commission comprenant des représentants de l'Etat et des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire agréés, le représentant de l'Etat dans le département peut prononcer à l'encontre de toute personne dont la participation à un accueil de mineurs mentionné à l'article L. 227-4 ou à l'organisation d'un tel accueil présenterait des risques pour la santé et la sécurité physique ou morale des mineurs mentionnés à l'article L. 227-4, ainsi que de toute personne qui est sous le coup d'une mesure de suspension ou d'interdiction d'exercer prise en application de l'article L. 463-6 du code de l'éducation, l'interdiction temporaire ou permanente d'exercer une fonction particulière ou quelque fonction que ce soit auprès de ces mineurs, ou d'exploiter des locaux les accueillant ou de participer à l'organisation des accueils. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut, sans consultation de la dite commission, prendre une mesure de suspension d'exercice à l'égard des personnes mentionnées à l'alinéa précédent. Cette mesure est limitée à six mois. Dans le cas où l'intéressé fait l'objet de poursuites pénales, la mesure de suspension s'applique jusqu'à l'intervention d'une décision définitive rendue par la juridiction compétente. »

Considérant l'infraction (vol de numéraire, de 2 chèques bancaires et d'un lecteur MP3) commise par monsieur Gabriel Picot qui exerçait les fonctions d'animateur lors de centres de vacances et de loisirs « Du Roc d'Enfer » organisé par Vacances pour Tous Moselle du 23 au 29 avril 2006 à Saint Jean D'Aulps, Considérant les procès verbaux établis par la gendarmerie nationale - compagnie de Thonon les Bains : procès verbal de synthèse et procès verbaux d'audition des différents victimes des vols et qui ont porté plainte contre monsieur Picot

Considérant que monsieur Picot a reconnu les faits qui lui sont reprochés qu'il justifie pour le remboursement de dettes et l'achat de produits stupéfiants ; en effet, étant toxicomane et en cours de désintoxication sous SUBUTEX, monsieur Picot avait oublié son traitement chez lui et commençait à être en état de manque ; il déclare avoir dérobé de l'argent aux fins de se procurer des produits pour pallier à ce manque.

Considérant que monsieur Picot fait l'objet de poursuites pénales pour cette infraction et qu'il est convoqué en justice le mercredi 06 septembre 2006 à 14h au Tribunal de Grande Instance de Thonon Les Bains

Considérant qu'au regard de la nature des faits qui lui sont reprochés et pour lesquels il fait l'objet de poursuites pénales, le maintien en activité de l'intéressé auprès d'un public de mineurs accueillis dans le cadre de l'article 227-4 du Code de l'action sociale et des familles présente des risques pour la santé morale de ces mineurs et qu'il y a, de ce fait, urgence à faire cesser cette activité,

ARRETE

Article 1^{er} : Monsieur Gabriel Picot né le 27 février 1979 à Nancy (54), domicilié 12 rue du château , 54290 à FROVILLE fait l'objet d'une mesure de suspension d'exercer quelque fonction que ce soit auprès des mineurs accueillis dans le cadre des dispositions de l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles jusqu'à l'intervention d'une décision définitive rendue par la juridiction compétente.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur régional de la Jeunesse et des Sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et au Bulletin officiel du ministère de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche et dont l'ampliation sera adressée à Monsieur Gabriel Picot.

NANCY, le 17 juillet 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

NAVIGATION DU NORD-EST

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE DECISION DE M. MORETAU, INGENIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES, CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF

LE CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF,

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1960 pour l'année 1991,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France, notamment les articles 16 et 27.1,

Vu le décret du 21 juillet 2003 nommant M. François BORDRY, président du conseil d'administration de Voies Navigables de France,

Vu l'arrêté n° 05010451 du 11 octobre 2005 nommant Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est,

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France en date du 1^{er} octobre 2003

Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 portant désignation d'ordonnateurs secondaires

DECIDE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au chef de service,
- M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, responsable d'arrondissement PGF, à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Serge HECTOR, Bernard TERRANOVA, délégation est donnée à Dominique BOURDELON à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Michel COURTEAU, chef de l'arrondissement ADVE, à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire pour la partie recettes.

Article 4 : Délégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions et compétences à :

- Mme Pascale RAMASSAMY, responsable de la cellule comptabilité-marchés pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,
- Mme Anne DIDIER, responsable gestion domaniale pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy.

Article 5 : Délégation de signature est donnée aux agents désignés dans le tableau ci-annexé (liste 2), à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les ordres de mission des agents placés sous leur autorité

Article 6 : Délégation de signature est donnée aux Chefs d'unités comptables désignés dans la liste 1, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions et compétences :

- les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature.

Article 7 : Toute délégation antérieure à la présente est abrogée.

Article 8 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'ETAT dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 21 juillet 2006

Le Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
Représentant local de VNF,
Jean-Philippe MORETAU

Liste 1

LISTE DES CHEFS D'UNITES COMPTABLES EN VIGUEUR AU 21 JUILLET 2006

CODE Unité Comptable	LIBELLE U.C.	ATTRIBUTAIRES	
		Nom des CHEFS U.C	Grade
010	SG / LOGISTIQUE	Jean Christophe CHESNEAU	TSP
003	Arrt EGT	Dominique BAUDOT	SA
004	Arrt Exploitation	Jean.Luc HUMBERT	Chef Subdi
002	Arrt Eau	Noëlle HANY	SA Clas. EX
012	Subdivision Bar le Duc/Void	Maurice HATIER	TSC
013	Subdivision VERDUN	Jean Pierre. LE FAURE	TSC
014	Subdivision CHARLEVILLE	Michel FURLAN	ITPE
015	Subdivision GIVET	Jean François BERNAUER BUSSIER	CTRL P
021	Subdivision TOUL	Daniel TABUTIAUX par intérim	TSC
022	Subdivision Pont A Mousson	Daniel TABUTIAUX	TSC
023	Subdivision METZ	Jean François MORICEAU	ITPE
024	Subdivision NANCY	Philippe GOEDERT	ITPE
025	Subdivision EPINAL	Philippe VACHERAT	ITPE
009	Arrt Développement	M. LAQUENAIRE	Contrat VNF
006	Arrt P. G. F.	Françoise ERBS	ITPE
001	Salaires	Robert FORET	SA Clas. Ex

Liste 2

LISTE DES RESPONSABLES EN VIGUEUR AU 21 JUILLET 2006

ARRONDISSEMENTS et SUBDIVISIONS	Nom des chefs d'arrondissements et de subdivisions
Arrondissement EGT	André MAGNIER
Arrondissement Exploitation	Jean Luc AUBERTEIN
Arrondissement Eau	Philippe LEFRANC
Arrondissement SG	Dominique BOURDELON
Arrondissement PGF	Bernard TERRANOVA
Arrondissement ADVE	Michel COURTEAU
Subdivision BAR LE DUC /VOID	Maurice HATIER
Subdivision VERDUN	Jean Pierre LE FAURE
Subdivision CHARLEVILLE	Michel FURLAN
Subdivision GIVET	Jean François BERNAUER BUSSIER
Subdivision TOUL	Daniel TABUTIAUX
Subdivision PONT A MOUSSON	Daniel TABUTIAUX
Subdivision METZ	Jean François MORICEAU
Subdivision NANCY	Philippe GOEDERT
Subdivision EPINAL	Philippe VACHERAT

SUBDELEGATIONS

NOM	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
Serge HECTOR	Adjoint au chef de service	I.D.T.P.E		
Dominique BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal		
Jean-Louis AUBERTEIN	Responsable A. EXE	I. D. T. P. E		
Michel COURTEAU	Responsable A. DVE	Contrat VNF		
Philippe LEFRANC	Responsable A. Eau	I. D. T. P. E		
André MAGNIER	Responsable A. E. G. T.	I. D. T. P. E		
Bernard TERRANOVA	Responsable A. P. G. F.	I. D.T.P.E.		
Jean François BERNAUER-BUSSIER	Responsable subdivision GIVET	CTRL P		
Jean Pierre LE FAURE	Responsable subdivision VERDUN	T.S.C		
Michel FURLAN	Responsable subdivision Charleville	I.T.P.E		
Maurice HATIER	Responsable subdivision Bar le Duc/Void	T.S.C		
Philippe GOEDERT	Responsable subdivision Nancy	I.T.P.E		
Jean François MORICEAU	Responsable subdivision METZ	I.T.P.E		
Daniel TABUTIAUX	Responsable subdivision Pont à Mousson	T.S.C		
Philippe VACHERAT	Responsable subdivision EPINAL	I.T.P.E		
Dominique BAUDOT	Responsable du BAG A. EGT	S. A.		
Jean Christophe CHESNEAU	Responsable cellule Logistique	T.S.P		
Françoise ERBS	Chargée d'étude	I.T.P.E		
Robert FORET	Responsable cellule Salaires	S.A. Classe ex		
Noëlle HANY	Responsable du BAG de l'A. EAU	S.A. Classe ex		
Jean Luc HUMBERT	Responsable de l'Unité GVE et UC	T.S.P		
Pascale RAMASSAMY	Responsable cellule compta-marchés	Chef de subdi		
Anne DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF		
Michèle LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF		

DELEGATION DE SIGNATURE POUR LA PASSATION ET L'EXÉCUTION DES MARCHES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE
 DECISION DE M. MORETAU, INGENIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES,
 CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF

LE CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF,
 Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1990, modifiée pour l'année 1991,
 Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transports,

Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports,
 Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié portant statut de Voies Navigables de France, notamment ses articles 16 et 17,
 Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, notamment l'article 28,
 Vu la décision du 17 juin 2002 du directeur général de VNF portant délégation de pouvoir aux représentants locaux et en conséquence les désignant "personnes responsables des marchés",
 Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France du 1^{er} octobre 2003 agréant les représentants locaux de VNF en qualité de personnes responsables des marchés,
 Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 du directeur général de Voies Navigables de France portant délégation du pouvoir aux représentants locaux,
 Vu la circulaire VNF du 7 mars 2006 relative aux modalités de publicité à respecter,

D E C I D E**Article 1**

Délégation de signature est donnée, à l'effet d'exercer la fonction de personne responsable des marchés de VNF, y compris le choix de l'attributaire et la signature du marché selon la procédure adaptée prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics, dans le cadre de ses attributions et compétences à :

- M. Serge HECTOR, ingénieur divisionnaire des TPE, directeur adjoint et M. Bernard TERRANOVA, ingénieur divisionnaire des TPE pour les marchés :

* de travaux en dessous du seuil de 210 K€ HT

* de fournitures et services en dessous du seuil de 135 K€ HT

- MM. les responsables d'arrondissements et chefs de subdivisions ci-après désignés pour tout type de marché en dessous du seuil de 90 K€ HT :

NOMS	Fonctions	Grade
Dominique BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché P
Jean Louis AUBERTEIN	Responsable arrondissement Entretien Exploitation	IDTPE
Philippe LEFRANC	Responsable arrondissement Eau Environnement	IDTPE
André MAGNIER	Responsable arrondissement Études et Grands Travaux	IDTPE
Michel COURTEAU	Responsable arrondissement Développement de la Voie d'Eau	Contrat VNF
Jean François MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	ITPE
Daniel TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON et Toul par intérim	TSC
Maurice HATIER	Responsable subdivision de BAR LE DUC - VOID	TSC
Jean Pierre LEFAURE	Responsable subdivision de VERDUN	TSC
Michel FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	ITPE
Jean François BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision de GIVET	CTRL P
Philippe GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY	ITPE
Philippe VACHERAT	Responsable subdivision d'ÉPINAL	ITPE

- MM. les responsables d'unités comptables ci-après désignés pour les marchés :

* de travaux en dessous du seuil de 50 K€ HT

* de fournitures et services en dessous du seuil de 20 K€ HT

NOMS	Fonctions	Grade
Robert FORET	Responsable des Salaires	SA classe ex
Jean Christophe CHESNEAU	Responsable de la Logistique	TSP
Dominique BAUDOT	Responsable de l'unité comptable de l'arrondissement EGT	S. A.
Noëlle HANY	Responsable BAG de l'arrondissement EAU	SA classe ex
Michèle LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF
Anne DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF
Jean Luc HUMBERT	Responsable de l'unité GVE	TSC

Article 2

Les responsables d'arrondissements et de subdivisions mentionnés à l'article 2 disposent d'une liste de collaborateurs habilités à signer, sous leur contrôle et leur responsabilité, les marchés de tout type en dessous du seuil de 4 K€ HT.

Article 3

Toute délégation de signature antérieure à la présente est abrogée.

Article 4

Le chef du service de la navigation du Nord-Est, représentant local de VNF est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'ETAT dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 21 juillet 2006

Le Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
 Représentant local de VNF,
 Jean-Philippe MORETAU

SIGNATURES ET PARAPHES
MARCHES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE

Délégation de signature du 21 juillet 2006

NOMS	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
S. HECTOR	Adjoint au chef de Service	I.D.T.P.E		
B. TERRANOVA	Responsable Prospective Gestion Financement	I.D.T.P.E.		

D. BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal		
JL AUBERTEIN	Responsable arrondissement Exploitation	I.D.T.P.E.		
P. LEFRANC	Responsable arrondissement Eau	I.D.T.P.E.		
A. MAGNIER	Responsable arrondissement EGT	I.D.T.P.E.		
M. COURTEAU	Responsable arrondissement Développement	Contrat VNF		
J.F. MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	ITPE		
D.TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON et Toul par intérim	TSC		
M.HATIER	Responsable subdivision de BAR LE DUC - VOID	TSC		
J.P. LEFAURE	Responsable subdivision de VERDUN	TSC		
M.FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	ITPE		
J.F.BERNAUER-BUSSIER	Responsable subdivision de GIVET	CTRL P		
P. GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY	ITPE		
P.VACHERAT	Responsable subdivision d'ÉPINAL	ITPE		
R. FORET	Responsable des Salaires	SA classe ex		
J.C.CHESENEAU	Responsable de la Logistique	TSP		
J.L.HUMBERT	Responsable de l'unité GVE	TSC		
D.BAUDOT	Responsable unité comptable de l'arrondissement EGT	S. A.		
N. HANY	Responsable BAG de l'arrondissement EAU	SA classe ex		
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF		
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF		

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

9 mai 2006

**ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A UN RAPPROCHEMENT DE DONNEES
CONCERNANT LES BENEFICIAIRES DE PENSIONS D'ORPHELINS**

Vu la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour son application,

Vu l'article L 89 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

Vu le Code de la Sécurité sociale, notamment ses articles L. 115-2, L 511-1 et L 553-3,

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés réputé favorable le 5 juin 2004 et le récépissé de modification de déclaration n° 1012405 V1 du 10 avril 2006,

Le Conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales décide :

ARTICLE 1er

Un rapprochement de données est réalisé avec les organismes suivants :

■ la Caisse des dépôts et consignations (CDC), gestionnaire de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et du Fonds spécial de pension des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

■ l'Etablissement national des invalides de la Marine (ENIM).

ARTICLE 2

Le traitement a pour finalité la prise en compte des prestations familiales versées par les Caf pour la révision annuelle des pensions d'orphelins servies par les organismes mentionnés à l'article 1.

ARTICLE 3

Le traitement comporte :

- la réception par le Centre serveur national de la Cnaf du fichier des enfants pour lesquels les renseignements sont demandés,
- la ventilation des numéros allocataires Caf entre les centres régionaux de traitement concernés (Certi) ;
- l'extraction des informations nécessaires pour les comptes allocataires appelés,
- le rapprochement par le Centre serveur national entre le fichier d'appel et les informations des Caf ;
- la transmission d'un fichier « résultat du rapprochement » aux organismes demandeurs.

ARTICLE 4 - Informations traitées

➤ Le fichier d'appel comprend les informations nominatives suivantes :

- code Caf, numéro allocataire ;
- nom, prénom et date de naissance des enfants pour lesquels les informations sont demandées.

➤ Le CSN constitue pour chaque Certi le fichier suivant :

- code partenaire (CNRACL / ENIM) ;
- code Caf ;
- numéros allocataires.

➤ Les Certi renvoient au CSN un fichier comportant les informations suivantes :

- code résultat recherche du numéro allocataire : connu en cours de droit en janvier de l'année en cours / sans droit en janvier / muté avant janvier / radié avant janvier / inconnu.

Pour les dossiers en cours de droit en janvier :

- nom, prénom, date de naissance des enfants en âge légal d'ouverture de droit aux prestations familiales ;
- code trouvé, droit en janvier aux prestations à prendre en compte* / trouvé, sans droit / non trouvé ;
- nature et montant des prestations.

* *prestations familiales (énumérées à l'article L 511-1 du code de la Sécurité sociale), à l'exception de l'allocation de soutien familial, de l'allocation de parent isolé et de l'allocation de rentrée scolaire*

➤ Après rapprochement entre les fichiers d'appel et les fichiers Caf, le CSN transmet à l'organisme demandeur le fichier suivant, par numéro allocataire :

- code Caf ;
- code recherche numéro allocataire (en cours de droit en janvier / sans droit en janvier / muté avant janvier / radié avant janvier / numéro allocataire inconnu).

Pour chaque enfant présent dans le fichier d'appel :

- nom, prénom, date de naissance ;
- code trouvé (trouvé et droit en janvier aux prestations à prendre en compte / trouvé sans droit en janvier / non trouvé).

Détail prestations :

- nombre d'enfants faisant l'objet de prestations familiales valorisées en janvier ;
- nature et montant des prestations à prendre en compte.

ARTICLE 5

Les destinataires des informations sont les agents habilités :

- du Centre serveur national et des Certi ;
- de la Caisse des dépôts et consignations et de l'Etablissement national des invalides de la Marine, pour ce qui les concerne.

ARTICLE 6

Le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du directeur de la Caisse d'allocations familiales.

Le droit d'opposition prévu par l'article 26 de cette même loi ne s'applique pas à ce traitement.

ARTICLE 7

La présente décision sera tenue à la disposition du public dans les locaux d'accueil des Caisses d'allocations familiales et publiée dans le recueil départemental des actes administratifs.

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse de Meurthe et Moselle est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire publié et il est placé sous la responsabilité de sa directrice.

Le droit d'accès aux informations contenues dans le traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Caisse d'allocations familiales de Meurthe et Moselle. 21 rue de St Lambert 54046 NANCY-CEDEX.

La Directrice

19 avril 2006

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA GESTION DE LA RELATION ALLOCATAIRES ET PARTENAIRES

Vu la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Vu la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le décret n° 78.774 du 17 juillet 1978 pris pour son application,

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, réputé favorable à compter du 19 octobre 1999 et le récépissé de modification n° 664539 V1 en date du 4 janvier 2006,

Le Conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales décide :

ARTICLE 1er

Dans le cadre des engagements de service en matière de qualité qu'elles doivent prendre vis-à-vis de leurs allocataires, les Caisses d'allocations familiales mettent en œuvre des traitements automatisés d'informations nominatives relatifs aux contacts, ayant pour finalités :

- de disposer d'indicateurs pour réaliser périodiquement l'évaluation de leur situation au regard des objectifs qu'elles se sont fixées ;
- d'améliorer leur organisation dans la relation avec les allocataires ;
- d'assurer un suivi qualitatif des dossiers ;
- de développer des actions de communication ciblées.

ARTICLE 2

Différents outils de gestion peuvent être mis en place dans les Caisses, avec les fonctionnalités suivantes :

- l'enregistrement, pour chaque allocataire, des caractéristiques des contacts avec sa Caisse ;
- une gestion automatisée du planning « accueil » ;
- une gestion de la file d'attente et des rendez-vous ;
- l'établissement périodique d'états statistiques comparatifs.

ARTICLE 3

Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes :

Concernant les contacts

Type de contact (accueil physique, communication téléphonique, visite à domicile, autres ...)

Type interlocuteur (allocataire, conjoint, parent, tiers ...)

Date, heure d'arrivée, heure de début et de fin de l'entretien, durée

Motif du contact (dépôt ou retrait de document, déclaration d'événement, demande de renseignement, réclamation ...)

Traitement à l'issue du contact (confirmation des droits ou montants, pièces réclamées, intervention sur dossier ...)

Prestation faisant l'objet du contact

Commentaire : portant exclusivement sur la constitution et l'instruction administrative du dossier.

Concernant l'allocataire

Numéro allocataire, nom, prénom, numéro de téléphone (*facultatif*) ;

Concernant l'agent chargé de l'accueil

Code agent, nom, service d'appartenance, heure de début et de fin de prise de fonction.

Pour l'accueil physique :

Numéro de guichet, nombre d'allocataires reçus, temps de traitement.

Pour l'accueil téléphonique :

Numéro de téléphone de l'agent, temps de disponibilité, temps de sonnerie avant le décroché, temps de traitement, temps de pause, temps de travail administratif, nombre de contacts reçus, temps total de connexion.

Pour le planning :

Durée hebdomadaire de travail, date des absences prévues.

ARTICLE 4

Les destinataires des informations nominatives sont les agents habilités des Caisses d'allocations familiales.

ARTICLE 5

Le droit d'opposition prévu par l'article 38 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée ne s'applique pas à ce traitement.

Le droit d'accès prévu aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée s'exerce auprès du directeur de la Caisse d'allocations familiales compétente.

ARTICLE 6

La présente décision sera tenue à la disposition des personnes dans les locaux où s'exerce la fonction d'accueil et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture par les Caisses.

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse de Meurthe et Moselle est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire publié et il est placé sous la responsabilité de son directeur.

Le droit d'accès aux informations contenues dans le traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe et Moselle 21 rue de St Lambert 54046 NANCY CEDEX.

La Directrice

19 avril 2006

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A L'APPLICATION "CAFPRO"

Vu la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Vu la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 et le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour son application,

Vu l'article 226.13 du nouveau code pénal et l'article 225 du code de la famille et de l'aide sociale,

Vu la délibération n° 95-151 du 21 novembre 1995 de la Cnil relative au modèle type de traitement automatisé de gestion des prestations gérées par les Caf, dénommé Cristal,

Vu l'avis réputé favorable de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 16 juin 1997 et le dernier récépissé de modification de déclaration n° 519628 V6 du 2 mars 2006,

Le Conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales décide :

ARTICLE 1er

Il est mis à la disposition des Caisses d'allocations familiales un service télématique à caractère professionnel -dénommé Cafpro- visant à améliorer le fonctionnement du service public de protection sociale et la qualité du service aux allocataires.

ARTICLE 2

Cafpro permet la consultation d'informations concernant les allocataires par les personnes relevant de la liste qui suit :

- agents administratifs et travailleurs sociaux des Caf ;
 - assistants de service social et conseillers en économie sociale et familiale de l'Etat et des départements ;
 - assistants de service social participant au service social départemental dans le cadre de conventions de travail social ;
 - assistants de service social des services hospitaliers ;
 - assistants de service social des collectivités territoriales ;
 - assistants de service social des Caisses régionales d'assurance maladie et de la Mutualité sociale agricole ;
 - prestataires bénéficiaires de crédits d'action sociale des Caf, pour le calcul de la participation financière des familles bénéficiaires des prestations de service ;
 - agents habilités des organismes instructeurs du RMI ;
 - agents chargés du suivi des dossiers RMI, habilités par le Président du Conseil général en métropole, habilités par l'agence départementale d'insertion dans les DOM ;
 - agents habilités des Caisses primaires d'assurance maladie pour l'ouverture de droit ou le maintien au régime maladie maternité au titre de l'API, de l'AAH, de l'APE à taux plein ou l'APP à taux plein, l'ouverture de droit à la CMU et CMUC au titre du RMI, la prise en compte des prestations dans le calcul des ressources pour tous les demandeurs de CMUC autres que les bénéficiaires du RMI, la justification de la résidence en France des demandeurs de CMUC s'ils perçoivent une ou plusieurs prestations familiales ;
 - agents habilités des régimes particuliers d'assurance maladie :
 - Caisses d'assurance maladie des professions indépendantes ;
 - Caisses de mutualité sociale agricole ;
 - Etablissement national des invalides de la marine ;
 - Caisse nationale militaire de sécurité sociale ;
 - Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaire ;
 - pour l'ouverture de droit à la CMU et à la CMUC des bénéficiaires du RMI, la prise en compte des prestations dans le calcul des ressources pour les demandeurs de CMUC autres que les bénéficiaires du RMI,
 - tuteurs et curateurs pour le suivi des dossiers allocataires qui leurs sont confiés par jugement ;
 - bailleurs sociaux bénéficiaires du tiers payant ;
 - agents habilités des commissions de surendettement chargés d'instruire les dossiers ;
 - greffiers des bureaux d'aide juridictionnelle pour les dossiers d'attribution de cette aide ;
 - agents administratifs :
 - des services sociaux des départements et des CCAS ;
 - des organismes gestionnaires des FSL (GIP, associations agréées par le Conseil général) ;
 - des associations habilitées par le Conseil général ;
 - des communes et des Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ;
 - chargés de la préparation à l'instruction des dossiers FSL et de la gestion des fonds de solidarité pour le logement ;
 - agents habilités de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales chargés de la gestion des pensions.
- L'application Cafpro comporte également les rubriques "Dialogue", "Suivi des courriers", "Attestation de paiement".

ARTICLE 3

Catégories d'informations accessibles par :

- les agents administratifs et travailleurs sociaux des Caf ;

- les assistants de service social et conseillers en économie sociale et familiale de l'Etat et des départements ;
- les assistants de service social participant au service social départemental dans le cadre de conventions de travail social ;
- les assistants de service social relevant des services hospitaliers ;
- les assistants de service social des collectivités territoriales ;
- les assistants de service social des Caisses régionales d'assurance maladie et de la Mutualité sociale agricole.

Catégories d'informations accessibles par les personnes habilitées au titre des tutelles et curatelles

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier

Rubrique « Paiements » (historique de 24 mois)

Type de paiement : mensuel ou exceptionnel ou APL - Etat du paiement : traité ou émis

Date de traitement ou d'émission du paiement

Montant total payé / période concernée

Montant de la récupération

Destinataire : allocataire ou libellé de la raison sociale si c'est un tiers

Nature et montant des prestations

Rubrique « Dossier »

Situation du dossier (affilié, radié, etc.) - Motif de la situation si radié

Suspension du dossier / Date début

Situation familiale / Date de début

Nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales

Nombre de personnes à charge au sens du logement

Montant du quotient familial Cnaf / Date de calcul

Date de fin de validité du titre de séjour Monsieur et Madame

Mention concernant le surendettement

Avis Cotorep (accord ou refus) Monsieur / Madame

Période de validité de l'avis Cotorep

Taux d'incapacité Monsieur/Madame

Références bancaires

Tutelles en cours ou passées (dans la limite d'un historique de 6 mois)

Nature de tutelle, date de début et fin de tutelle

Nom du tuteur

Rubrique « Famille »

Situation de famille / date de début

Date naissance Monsieur, Madame

Activité Monsieur, Madame / date début

Nom de naissance de Madame

NIR Monsieur, Madame

Date de décès de Monsieur ou Madame

Date début grossesse / date début grossesse modifiée

Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du RMI :

- nom, prénom, date naissance, type de charge (PF ou RMI ou les deux), activité, si placement, mention du non-maintien des liens affectifs

Autres personnes à charge :

- nom, prénom, date naissance, activité

Rubrique « Droits » (24 mois d'historique)

Date d'effet du droit

Nature des prestations

Montant des droits valorisés

Mention de suspension d'une prestation

Mention de montant inférieur à la limite de paiement

Rubrique « Logement »

Type d'occupation du logement

Date début d'occupation / Date d'ouverture de droit

Montant du loyer ou remboursement de prêt

Date référence loyer

Date de début de bail

Mention d'impayé / date de début de l'impayé

Mention de surpeuplement

Mention d'absence de quittance de loyer ou d'avis d'imposition

Rubrique « RMI-API »

API

Date de la demande / date du fait générateur

RMI

Situation du dossier (affilié, radié, etc.) / date - Motif de la situation si radié

Mention de suspension du dossier / date de début / motif de la suspension

Mention du demandeur RMI (Monsieur ou Madame)

NIR du demandeur

Nombre d'enfants à charge au sens du RMI

Date début du droit / date de fin

Mention de suspension du RMI / date de début / motif

Motif de fin de droit :

Fin de droit PCG, fin de droit administrative, fin de droit allocation de soutien familial, mutation, autres cas

Date demande

Type occupation logement

Numéro instructeur

Dernier mois valorisé
Montant dernier mois valorisé
Dernier mois payé / montant
Avis PCG / date début / date fin
Montant des créances RMI en cours
Mention de ressources supérieures au plafond
Mention d'absence de ressources, de quittance de loyer, d'avis d'imposition ou de titre de séjour
Montant du loyer ou remboursement de prêt / montant du forfait logement
Montant du forfait ETI fixé
Montant des prestations familiales prises en compte
Mention de neutralisation des ressources Monsieur, Madame / date
Rubrique « Ressources » (pour les 3 dernières années connues)
Périodicité ressources (trimestrielle ou annuelle)
1/ ressources trimestrielles API ou RMI sur le dernier trimestre
2/ ressources trimestrielles API ou RMI sur l'historique
3/ ressources annuelles
Type personne (Monsieur, Madame, etc.)
Nature de ressources, montant
Rubrique « Créances »
Code nature créances
Destinataire de la créance
Montant du début de recouvrement
Montant du remboursement direct ou montant retenu ou taux de recouvrement
Montant du solde réel
Etat de la créance (exemple : recouvrement suspendu) - Motif (exemple : créance faible montant)
Période concernée
Rubrique « Adresse »
Adresse postale du dossier
Rubrique « Suivi du courrier »
Rubrique « Attestations de paiement »
Rubrique « Dialogue »

Pour les tutelles et curatelles seulement

Rubrique « Déclaration de ressources »

Il s'agit d'un accès direct à la télé déclaration du site caf.fr, permettant d'effectuer en ligne la déclaration de ressources de l'allocataire sans avoir à connaître son code confidentiel.

Catégories d'informations accessibles par les prestataires de services sociaux bénéficiaires de crédits d'action sociale Caf, pour le calcul des participations des familles

Numéro allocataire
Nom et prénom de Monsieur et Madame
Indication du responsable du dossier
Rubrique « QF CNAF »
Montant du quotient familial national - historique de 24 mois
Date de calcul
Nombre de parts
Régime de protection sociale (général ou particulier)
Ressources annuelles à prendre en compte pour la prestation de service unique « petite enfance »
Nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales
Rubrique « Enfants et autres personnes »
Enfants et autres personnes à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du RMI : nom, prénom, date naissance
Rubrique « Adresse »
Adresse postale du dossier
Pour la prestation « aides aux vacances » basée sur le QF Caf :
Rubrique « QF CAF »
Date de calcul
Montant du quotient familial Caf - historique de 24 mois
Rubrique « Enfants et autres personnes »
Enfants et autres personnes à charge au sens des PF, du logement et/ou du RMI :
- nom, prénom, date naissance
Rubrique « Adresse »
Adresse postale du dossier
Rubrique « Dialogue »

Catégories d'informations accessibles par :

- les organismes instructeurs du RMI (accès après vérification du numéro instructeur)
- les agents sous la responsabilité du président du Conseil général (PCG), ou l'Agence départementale d'insertion dans les DOM, chargés du suivi des dossiers RMI

Numéro allocataire
Nom et prénom de Monsieur et Madame
Indication du responsable du dossier
Rubrique « RMI »
Situation du dossier / date
Motif de la situation si radié
Suspension du dossier / date de début / motif de la suspension dossier
Mention du demandeur RMI (Monsieur ou Madame)
NIR du demandeur
Nombre d'enfants à charge au sens du RMI

Date début du droit

Mention de suspension du RMI / date de début

Motif (déclaration trimestrielle des ressources non fournie, ressources trop élevées, RMI inférieur au minimum à payer, décision de suspension par le PCG, interruption paiement décidée par la Caf, interruption paiement décidée par la Caf au titre de l'allocation de soutien familial, autres cas)

Date demande

Type occupation logement

Numéro instructeur

Dernier mois valorisé / montant

Dernier mois payé / montant

Avis PCG / date début / fin

Montant des créances RMI en cours

Mention de ressources supérieures au plafond

Mention d'absence de ressources, de quittance de loyer, d'avis d'imposition ou de titre de séjour

Montant du loyer ou remboursement de prêt

Montant du forfait ETI fixé

Montant des prestations familiales prises en compte

Montant du forfait logement

Mention de neutralisation des ressources Monsieur, Madame / Date de la neutralisation

Rubrique « Famille »

Situation de famille / date de début

Date naissance Monsieur, Madame

Activité Monsieur, Madame / date début

Nom de naissance de Madame

NIR de Monsieur, Madame

Date de décès de Monsieur ou Madame

Date de début de grossesse / date début grossesse modifiée

Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du RMI :

- nom, prénom, date naissance, type de charge (PF ou RMI ou les deux), activité

Autres personnes à charge :

- nom, prénom, date naissance, activité

Rubrique « Ressources » (dans la limite de trois ans)

Périodicité ressources (trimestrielle ou annuelle)

1/ ressources trimestrielles API ou RMI sur le dernier trimestre

2/ ressources trimestrielles API ou RMI sur l'historique

3/ ressources annuelles

Type personne (Monsieur, Madame, etc.)

Nature des ressources / montant

Rubrique « Droits » (24 mois d'historique)

Date d'effet du droit

Nature des prestations

Montant des droits valorisés

Mention de suspension d'une prestation

Mention de montant inférieur à la limite de paiement

Rubrique Adresse

Adresse postale

Rubrique « Dialogue »

Catégories d'informations accessibles par les agents habilités des Caisses primaires d'assurance maladie

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier

Rubrique « Ouverture de droit au régime maladie maternité au titre de l'API ou de l'AAH »

« Maintien du droit antérieur au titre de l'APE à taux plein ou APP à taux plein »

Nom, prénom, nom marital du bénéficiaire, date de naissance

NIR du bénéficiaire

Date d'ouverture et de fin de droit, motif de fin de droit (décès, mutation, autre)

Rubrique « Ouverture de droit à la CMU et CMUC au titre du RMI »

Nom, prénom, nom marital, date de naissance, NIR du bénéficiaire / conjoint / des enfants et autres personnes à charge au sens du RMI

Date de début et de fin de droit RMI pour chaque personne

Type de résidence (stable, non stable)

Rubrique « Calcul des ressources pour les demandeurs de CMUC autres que RMI »

(24 mois d'historique)

Mois de droit

Nature des prestations à prendre en compte pour la CMUC / montant

Nom, prénom, nom marital, date de naissance des enfants et autres personnes à charge au sens des prestations familiales et si placement : mention du non maintien des liens affectifs

Rubrique « Justification de la résidence »

Mention du critère de résidence rempli ou non rempli

Rubrique « Adresse »

Adresse postale du dossier

Rubrique « Dialogue »

Catégories d'informations accessibles par les agents habilités des régimes particuliers d'assurance maladie

- Caisses maladie régionales des professions indépendantes (CMR) ;

- Caisses de mutualité sociale agricole (MSA) ;

- Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) ;

- Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS) ;

- Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaire (CRPCEN).

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier

Rubrique « Ouverture de droit à la CMU et CMUC au titre du RMI » (24 mois d'historique)

Nom, prénom, nom marital, date de naissance du bénéficiaire, du conjoint, des enfants et autres personnes à charge au sens du RMI

NIR du bénéficiaire, du conjoint

Date de début et de fin de droit RMI pour chaque personne

Type de résidence (stable, non stable)

Rubrique « Calcul des ressources pour les demandeurs de CMUC autres que RMI »

(24 mois d'historique)

Mois de droit

Nature et montant des prestations à prendre en compte pour la CMUC / montant

Nom, prénom, nom marital, date de naissance des enfants et autres personnes à charge au sens des prestations familiales et si placement : mention du non maintien des liens affectifs

Rubrique « Adresse »

Adresse postale du dossier

Rubrique « Dialogue »**Catégories d'informations accessibles par les bailleurs sociaux**

Les données sont accessibles avec le matricule allocataire, le code national bailleur et le destinataire du paiement de l'aide au logement.

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier

Rubrique « Paiements » concernant les seules aides au logement*L'historique est restitué sur une période de 24 mois ou dans la limite de l'historique concernant ce bailleur.*

Type de paiement : mensuel, exceptionnel ou APL - Etat du paiement : traité ou émis

Date de traitement ou d'émission du paiement

Montant total payé / période concernée

Montant de la récupération

Destinataire : allocataire ou libellé de la raison sociale si c'est un tiers

Nature et montant de la prestation

Rubrique « Dossier »

Situation du dossier (affilié, radié, etc.), motif s'il y a radiation

Suspension du dossier / date de début

Nombre de personnes à charge au sens du logement

Rubrique « Droits » limitée aux seules aides au logement*Historique de 24 mois*

Mois d'effet du droit

Nature de la prestation

Montant des droits valorisés

Mention de suspension d'une prestation

Mention de montant inférieur à la limite de paiement pour l'AL, l'APL

Rubrique « Logement »

Type d'occupation du logement

Date début d'occupation / date d'ouverture de droit

Montant du loyer

Date référence loyer

Date de début de bail

Mention d'impayé / date de début de l'impayé

Mention de surpeuplement

Mention d'absence de quittance de loyer

Rubrique « Ressources »

Dernière année de ressources connue

Rubrique « Adresse »

Adresse postale du dossier

Rubrique « Dialogue »**Catégories d'informations accessibles par les personnes habilitées au titre de la commission de surendettement**

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier

Rubrique « Paiements » (historique de 24 mois)

Type de paiement : mensuel ou exceptionnel ou APL - Etat du paiement : traité ou émis

Date de traitement ou d'émission du paiement

Montant total payé / période concernée

Montant de la récupération

Destinataire : allocataire ou libellé de la raison sociale si c'est un tiers

Nature et montant des prestations

Rubrique « Dossier »

Situation du dossier (affilié, radié, etc.) - Motif de la situation si radié

Suspension du dossier / Date début

Mention concernant le surendettement

Avis Cotorep (accord ou refus) Monsieur / Madame

Période de validité de l'avis Cotorep

Taux d'incapacité Monsieur/Madame

Et le cas échéant :

Tutelles en cours ou passées (dans la limite d'un historique de 6 mois)

Nature de tutelle, date début/fin tutelle

Nom du tuteur

Rubrique « Famille »

Situation de famille / date de début

Date début grossesse / date début grossesse modifiée

Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du RMI :

- nom, prénom, date naissance, type de charge (prestations familiales ou RMI ou les deux), activité, si placement, mention du non maintien des liens affectifs

Autres personnes à charge :

- nom, prénom, date naissance, activité

Rubrique « Droits » (24 mois d'historique)

Date d'effet du droit

Nature des prestations

Montant des droits valorisés

Mention de suspension d'une prestation

Mention de montant inférieur à la limite de paiement

Rubrique « Logement »

Mention d'impayé / date de début de l'impayé

Rubrique « Créances »

Code nature créances / libellé

Destinataire de la créance

Montant de début recouvrement

Montant de remboursement direct ou montant retenu ou taux de recouvrement

Montant du solde réel

Etat de la créance (exemple : recouvrement suspendu) - Motif (exemple : créance faible montant)

Période concernée

Rubrique « Adresse »

Adresse postale du dossier

Rubrique « Dialogue »

Catégories d'informations accessibles par les greffiers des bureaux d'aide juridictionnelle

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier

Rubrique « Paiements » concernant la seule allocation aux adultes handicapés

L'historique mois par mois avec cumul est restitué selon les trois modalités suivantes:

- Montant payé au cours de l'année civile qui précède

- Montant payé au cours des 12 mois qui précèdent la demande

- Montant payé au cours des mois de l'année en cours qui précèdent la demande

(Le montant payé s'entend déduction faite des indus, paiement mensuel et rappel retenus en fonction de la date de paiement)

Date de traitement ou d'émission du paiement

Montant total payé / période concernée

Rubrique « Dossier »

Situation du dossier (affilié, radié, etc.) avec motif s'il y a radiation

Suspension du dossier / date de début

Nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales

Nombre de personnes à charge au sens du logement

Nationalité : française, EEE, étrangère

Date de fin de validité du titre de séjour de Monsieur / Madame

Rubrique « Famille »

Situation de famille avec date de début

Date de naissance Monsieur, Madame

Activité Monsieur, Madame avec date de début

Nom de naissance de Madame

Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du RMI : Nom, prénom, date de naissance, type de charge (prestations familiales et/ou RMI et/ou logement), activité, et si placement : mention du non maintien des liens affectifs

Autres personnes à charge : nom, prénom, date de naissance, activité

Rubrique « RMI »

Situation du dossier (affilié, radié, etc.) date - Motif de la situation si radié

Mention du demandeur RMI (Monsieur ou Madame)

Nombre d'enfants à charge au sens du RMI

Date début du droit / date de fin

Motif de fin de droit

Date demande

Rubrique « Ressources »

Ressources annuelles (les trois dernières années connues)

Type personne (Monsieur, Madame, etc.)

Nature des ressources et montant tels qu'enregistrés par la Caf

Rubrique « Adresse »

Adresse postale du dossier

Rubrique « Attestations de paiement »

Rubrique « Dialogue »

Catégories d'informations accessibles par les agents administratifs :

- des services sociaux des départements et des CCAS ;
- des organismes gestionnaires des FSL (GIP, associations agréées par le Conseil général) ;
- des associations habilitées par le Conseil général ;

- des communes et des EPCI :

chargés de la préparation à l'instruction des dossiers FSL et de la gestion des fonds de solidarité pour le logement ;

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier

Rubrique « Paiements » (historique de 24 mois)

Type de paiement : mensuel ou exceptionnel ou APL - Etat du paiement : traité ou émis

Date de traitement ou d'émission du paiement

Montant total payé / période concernée

Montant de la récupération

Destinataire : allocataire ou libellé de la raison sociale si c'est un tiers

Nature et montant des prestations

Rubrique « Dossier »

Situation du dossier (affilié, radié, etc.) - Motif de la situation si radié

Suspension du dossier / Date début

Situation familiale / Date de début

Nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales

Nombre de personnes à charge au sens du logement

Montant du quotient familial Cnaf / Date de calcul,

Date de fin de validité du titre de séjour Monsieur et Madame

Mention concernant le surendettement

Avis Cotorep (accord ou refus) Monsieur / Madame

Période de validité de l'avis Cotorep

Références bancaires

Rubrique « Famille »

Situation de famille / date de début

Date naissance Monsieur, Madame

Activité Monsieur, Madame / date début

Nom de naissance de Madame

NIR Monsieur, Madame

Date de décès de Monsieur ou Madame

Date début grossesse / date début grossesse modifiée

Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du RMI :

- nom, prénom, date naissance, type de charge (PF ou RMI ou les deux), activité, si placement, mention du non maintien des liens affectifs

Autres personnes à charge :

- nom, prénom, date naissance, activité

Rubrique « Droits » (24 mois d'historique)

Date d'effet du droit

Nature des prestations

Montant des droits valorisés

Mention de suspension d'une prestation

Mention de montant inférieur à la limite de paiement

Rubrique « Logement »

Type d'occupation du logement

Date début d'occupation / Date d'ouverture de droit

Montant du loyer ou remboursement de prêt

Date référence loyer

Date de début de bail

Mention d'impayé / date de début de l'impayé

Mention de surpeuplement

Mention d'absence de quittance de loyer ou d'avis d'imposition

Liste des adresses des logements précédemment occupés

Rubrique « Ressources » (pour les 3 dernières années connues)

Périodicité ressources (trimestrielle ou annuelle)

1/ ressources trimestrielles API ou RMI sur le dernier trimestre

2/ ressources trimestrielles API ou RMI sur l'historique

3/ ressources annuelles

Type personne (Monsieur, Madame, etc.)

Nature des ressources, montant

Rubrique « Créances »

Code nature créances

Destinataire de la créance

Montant de début recouvrement

Montant de remboursement direct ou montant retenu ou taux de recouvrement

Montant du solde réel

Etat de la créance (exemple : recouvrement suspendu) - Motif (exemple : créance faible montant)

Période concernée

Rubrique « Adresse »

Adresse postale du dossier

Rubrique « Suivi du courrier »

Rubrique « Dialogue »

Catégories d'informations accessibles par les agents habilités de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales chargés de la gestion des pensions d'orphelin et de réversion.

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier

Rubrique « Dossier »

Situation du dossier (affilié, radié, etc.) avec motif s'il y a radiation,

Suspension du dossier / date de début,

Nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales,

Rubrique « Famille »

Situation de famille avec date de début,

Date de naissance Monsieur, Madame,

Nom de naissance de Madame,

Date de décès de Monsieur / Madame,

Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du RMI : Nom, prénom, date de naissance, type de charge (prestations familiales et/ou RMI et/ou logement), activité, et si placement : mention du non maintien des liens affectifs,

Rubrique « Droits »

Accès aux informations suivantes pour toutes les prestations **sauf** :

Allocation parent isolé

Allocation de soutien familial

Allocation logement servie au titre d'un enfant infirme

Nature des prestations,

Montant des droits valorisés,

Mention de suspension d'une prestation,

Mention de montant inférieur à la limite de paiement pour l'AL,

Rubrique « Adresse »

Adresse postale du dossier

Rubrique « Dialogue »

ARTICLE 4

Pour assurer la confidentialité des informations, une procédure d'accès au fichier avec identification des tiers est définie par les Caisses d'allocations Familiales.

Une convention fixe les conditions de mise à disposition de l'application et mentionne notamment pour l'utilisateur, son engagement à prendre toutes dispositions en matière de sécurité et de confidentialité des informations auxquelles il aura accès et l'existence de contrôles des connexions au service.

ARTICLE 5

Le droit d'opposition prévu par l'article 38 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée ne s'applique pas à ce traitement.

Le droit d'accès prévu aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée s'exerce auprès du directeur de la Caisse d'allocations familiales compétente.

ARTICLE 6

La présente décision sera publiée par la Cnaf dans le guide des textes réglementaires édité par l'Ucanss.

Elle sera insérée dans le recueil départemental des actes administratifs et tenue à la disposition du public dans les locaux d'accueil des Caisses utilisatrices.

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse de Meurthe et Moselle est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire publié et il est placé sous la responsabilité de son directeur.

Le droit d'accès aux informations contenues dans le traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Caisse d'allocations familiales de Meurthe et Moselle 21 rue de St Lambert 54046 NANCY CEDEX.

La Directrice

9 mai 2006

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU MODELE NATIONAL DE TRAITEMENT DES ALLOCATIONS "CRISTAL"

Vu la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Vu la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 et le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour son application,

Vu le Code de la Sécurité sociale,

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu le décret n° 85-420 du 3 avril 1985 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes de Sécurité sociale et de prévoyance,

Vu l'avis du 21 novembre 1995 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés et le dernier récépissé de modification de déclaration n° 379522 V22 du 24 mars 2006,

Le Conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales décide :

ARTICLE 1er

Il est mis à la disposition des Caisses d'allocations familiales un traitement automatisé d'informations nominatives appelé « **Cristal** » (Conception Relationnelle Intégrée du Système de Traitement des Allocations).

ARTICLE 2 - FINALITES DU TRAITEMENT

Le système « Cristal » permet :

- d'assurer le service des prestations familiales, des aides au logement et de l'action sociale prévu par le législateur ;
- de procéder à la vérification des droits ;
- d'effectuer une prospection des bénéficiaires potentiels des prestations et aides des Caf ;
- de gérer l'allocation aux adultes handicapés ;
- de prendre en charge les cotisations d'assurance maladie ou d'assurance vieillesse au regard des droits à certaines prestations ;
- de recouvrer les pensions alimentaires impayées ;
- d'appliquer les dispositions prévues par les lois relatives au revenu minimum d'insertion ;
- d'adresser aux allocataires des supports d'information ;
- de produire des états statistiques sur la population allocataire.

ARTICLE 3 - INFORMATIONS TRAITEES

Le système « Cristal » gère une base de données relatives aux bénéficiaires de prestations composée d'un corps de dossier et d'annexes. Les catégories d'informations nominatives contenues dans cette base sont énumérées dans le tableau figurant en fin de document.

Utilisation du numéro d'identification au répertoire national des personnes physiques

Le traitement utilise le NIR après une procédure de recherche du NIR certifié, mise en place depuis 1987 entre le Centre serveur national de Nice pour le compte des Caf et la direction du système informatique national des données sociales (DSINDS) de la CNAVTS, dans les conditions prévues par le protocole d'accord en date du 7 février 1989 sur l'identification à partir du RNIPP.

Les domaines d'utilisation du NIR sont les suivants :

- le complément libre choix d'activité dans le cadre de la prestation d'accueil du jeune enfant : pour la recherche des périodes d'activité ;
- l'allocation de soutien familial : pour la recherche des débiteurs et l'aide au recouvrement ;
- le revenu minimum d'insertion (NIR transmis aux organismes autorisés à l'utiliser) ;
- le contrôle auprès des Assédic de la situation des allocataires au regard de l'assurance chômage ;
- l'affiliation ou le maintien automatique à l'assurance maladie des bénéficiaires d'allocation de parent isolé, d'allocation aux adultes handicapés, d'allocation parentale d'éducation à taux plein, d'allocation de présence parentale à taux plein ;
- le report aux comptes individuels (dans le FNCI de la CNAV), des cotisations d'assurance vieillesse prises en charge par les Caf au titre du complément familial, de l'allocation pour jeune enfant, de l'allocation parentale d'éducation, de l'allocation d'éducation spéciale, de l'allocation adulte handicapé ;
- la prise en charge des cotisations dues par l'employeur dans le cadre de l'allocation de garde d'enfant à domicile et de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée ;
- les droits à la couverture maladie universelle et CMU complémentaire des bénéficiaires du RMI et de leurs ayants droits ;
- procédure TDF pour le contrôle des ressources, auprès des services fiscaux, des allocataires bénéficiant de prestations soumises à condition de ressources ;
- l'application des dispositions fiscales en faveur des bénéficiaires du RMI et de l'AAH

☛ **Statistiques**

Il est créé, deux fois par an et pour chaque Caisse, un fichier statistique appelé FILEAS, destiné à résumer la situation des allocataires dans le système de gestion des allocations pour l'année écoulée.

Des états statistiques sont produits pour :

- répondre à l'obligation statistique vis-à-vis des autorités de tutelle ;
- effectuer des études internes servant d'aides à la décision des Caf, notamment en matière de politique d'action sociale ;
- apporter le concours de l'institution des allocations familiales aux organismes dont la mission relève de la planification économique et de l'évaluation des politiques sociales.

Règles d'élaboration et de diffusion des statistiques

- Après croisement des données, aucun dénombrement inférieur à cinq n'est communiqué à des tiers.
- A l'échelon infra communal, les résultats sont communiqués sous réserve que le nombre d'allocataires faisant l'objet du traitement soit supérieur à 100.
- Lorsque les Caf mettent à la disposition des organismes visés précédemment, à des fins de traitement statistique, des fichiers, ceux-ci sont au préalable anonymisés et ne comportent aucune information permettant l'identification directe ou indirecte des allocataires.
- Lorsque l'étude a pour but de suivre l'évolution de la population dans le temps, un numéro d'ordre est calculé pour chaque dossier retenu - à partir du matricule allocataire et de la date de naissance -. La constitution et l'utilisation de ces numéros d'ordre, pour une durée qui doit être limitée à l'étude, sont placées sous la responsabilité des agents de la Caf chargés du traitement informatique.

ARTICLE 4 - DURÉE DE CONSERVATION

Les informations contenues dans le corps du dossier (identité, situation administrative, droits, paiements, créances, échéanciers) ainsi que dans les annexes du dossier (mouvements, résultats, contrôles administratifs et financiers, contentieux, action sociale, commentaires) sont conservées pendant un délai maximum de trois ans.

ARTICLE 5 - DESTINATAIRES D'INFORMATIONS

Dans la limite de leurs attributions :

Destinataires internes

- les personnels administratifs, sociaux et comptables de la Caf qui sont habilités.

Destinataires externes : les personnels habilités des organismes cités ci-dessous :

- les organismes locatifs ou prêteurs (individuellement ou par centre pivot) pour les aides au logement ;
- la comptabilité publique pour le versement en tiers payant des aides au logement ;
- la section départementale des aides publiques au logement (SDAPL) pour les dossiers contentieux en APL ;
- les Caf et tous autres organismes débiteurs de PF ou de RMI, dans le cadre des mutations, pour les créances et pour contrôler qu'il n'existe pas de multi-affiliations d'allocataires ;
- les régimes particuliers au titre des droits en APL ;
- les tiers désignés attributaires des prestations dans les cas suivants : enfants placés, familles sous tutelle, en matière d'AAH et de prestations familiales ;
- les organismes financiers pour le paiement des prestations et le recouvrement des créances ;
- les Caisses primaires d'assurance maladie concernant les bénéficiaires d'API, d'AAH, d'APE à taux plein, du complément de libre choix d'activité de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje), d'allocation de présence parentale à taux plein ;
- les Caisses régionales d'assurance maladie pour l'assurance vieillesse des parents au foyer, pour l'affiliation à l'assurance maladie et le report au compte vieillesse des assistantes maternelles dans le cadre de l'Afeama ;
- l'IRCEM (Institution de retraite complémentaire des employés de particuliers) pour l'assurance vieillesse des assistantes maternelles dans le cadre de l'Afeama ;
- la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAVTS) pour l'AVPF, la collecte du NIR des allocataires et pour le droit au complément de libre choix d'activité de la Paje ;
- les Urssaf pour la prise en charge des cotisations employeur des bénéficiaires d'Afeama et d'Aged ;
- l'Urssaf du Puy en Velay, désignée par arrêté pour gérer le centre de traitement du complément de libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant :
 - pour l'immatriculation des employeurs au titre de la garde d'enfants et l'établissement de l'attestation annuelle fiscale pour l'employeur
 - pour la gestion des relations avec les salariés
- les Assédic pour le contrôle des droits aux prestations Caf soumises à condition de ressources, et pour ce qui concerne l'APP, l'APE ou le complément libre choix d'activité de la Paje ;
- les services de protection maternelle et infantile au titre de l'APJE ;
- les Cotorep pour l'AAH ;
- les Commissions départementales d'éducation spécialisée pour le droit à l'AES ;
- les organismes débiteurs d'avantages vieillesse ou invalidité pour le calcul de l'AAH ;
- la Direction générale des impôts pour le contrôle des allocataires bénéficiant de prestations familiales sous condition de ressources, pour l'application des dispositions fiscales en faveur des bénéficiaires de l'AAH ;

Pour le recouvrement des créances alimentaires :

- les administrations et services de l'Etat, les collectivités publiques, les organismes assurant la gestion des prestations sociales, les tiers débiteurs ou dépositaires de fonds ;

- la Direction générale des impôts pour la recherche des débiteurs de pensions défailants (fichier Ficoba) ;
- les Commissions départementales de surendettement des familles ;
- les organismes de liaison et les Caf des pays de la CEE pour le règlement des prestations familiales aux travailleurs de la CEE employés en France et dont la famille réside dans un autre Etat ;
- les centres de vacances pour les aides aux vacances ;
- les prestataires bénéficiaires de crédits d'action sociale pour l'accès des familles aux prestations de service proposées en fonction du quotient familial ;
- le Centre national pour l'aménagement des structures agricoles (Cnasea) pour l'identification des personnes éligibles au contrat insertion- revenu minimum d'activité et au contrat d'avenir, au titre du RMI, de l'API, de l'AAH ;

En ce qui concerne particulièrement les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion :

- les organismes instructeurs pour le droit à l'allocation de RMI et le suivi des dossiers ;
- les Présidents des conseils généraux pour le droit à l'allocation et le suivi des dossiers ;
- les CPAM pour la couverture maladie universelle ;
- les CMR pour la couverture maladie universelle des personnes relevant du régime d'assurance maladie des professions indépendantes (AMPI) ;
- les organismes débiteurs de prestations sociales et les débiteurs d'aliments pour récupération des allocations de RMI versées à titre d'avances sur prestations (CPAM, CRAM et CNAVTS, Caf et CMSA, Assédic, Conseil général, Mairie, Directions interdépartementales des anciens combattants...) ;
- les Assédic pour le maintien du versement des allocations de chômage aux bénéficiaires du RMI ;
- les Agences locales pour l'emploi dans le cadre de l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RMI ;
- les présidents des Centres communaux d'action sociale et les présidents des Conseils généraux pour la mise en œuvre d'actions d'insertion (à leur demande) ;
- les directions des services fiscaux pour l'application des dispositions fiscales en faveur des bénéficiaires du RMI.
- les Préfets pour l'application des mesures de prévention des expulsions locatives pour impayés ;

Dans les Départements d'outre-mer :

Les liaisons ci-dessus mentionnées entre d'une part la Caf, d'autre part la Cram, la CPAM, la Cnav et l'Urssaf sont établies dans les DOM avec la Caisse générale de sécurité sociale.

En ce qui concerne les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion :

- les organismes instructeurs pour le droit à l'allocation de RMI et le suivi des dossiers,
- les agences départementales d'insertion pour le droit à l'allocation et le suivi des dossiers

Liaisons particulières :

- la CGSS pour vérification du paiement des cotisations familiales par les exploitants agricoles, pour exonération ou calcul de la cotisation Amexa ;
- la Trésorerie générale pour éviter les doubles paiements en faveur des enfants dont l'un des parents relève de la fonction publique ;

Pour l'accueil des allocataires

- les Caisses d'allocations familiales peuvent conclure entre elles des accords de service pour mutualiser la fonction d'accueil et d'information des allocataires sur leurs droits.

A ce titre, des conventions sont signées entre les Caf concernées et des habilitations d'accès aux fichiers, en consultation, sont délivrées aux agents des Caf de proximité.

ARTICLE 6 - DROIT D'ACCÈS

Le droit d'accès et de rectification prévu par l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du directeur de la Caisse d'allocations familiales qui verse les prestations.

Le droit d'accès est étendu, pour le créancier de la pension alimentaire, à toutes les informations qu'il aurait pu lui-même recueillir s'il avait agi seul pour le recouvrement de sa créance ou s'il avait agi par l'intermédiaire d'un huissier de justice.

En outre, le droit d'opposition prévu par l'article 26 de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas à ce traitement.

ARTICLE 7 - PUBLICITÉ

La présente décision sera publiée dans le guide des textes réglementaires édité par l'Ucanss.

Elle sera tenue à la disposition du public dans les locaux d'accueil des Caisses d'allocations familiales mettant en œuvre l'application et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

MODELE NATIONAL CRISTAL INFORMATIONS TRAITEES

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
CORPS DU DOSSIER ALLOCATAIRE	
INFORMATIONS GENERALES	
- NIR	- code validité
- Identité Mr, Mme	- NIR
	- noms patronymique/ marital, prénom
	- code résidence
	- adresse, code commune INSEE
	- code secteur social
	- code pays résidence ou d'activité
	- numéro téléphone (facultatif)
	- date de naissance, date de décès
	- code nationalité (Français, CEE, autres)
	- date d'acquisition nationalité
- Identité enfants	- noms, prénom, rang
	- date de naissance, date de décès
	- code nationalité (Français, CEE, autres, étrangers pour RMI)
	- date d'acquisition nationalité
	- code pays de résidence
	- type parenté
	- date de début/fin de prise en charge
- Pour les étrangers	- numéro AGDREF
	- code type validité titre séjour, dates limite du titre de séjour de l'allocataire et des enfants, du conjoint/concubin pour le droit au RMI et l'affiliation à l'AVPF
	- nature du titre de séjour, numéro de duplicata

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
- Pour les nomades	- dates limite du titre de circulation
- Situation familiale	- code lien matrimonial, dates début/fin
- Vie professionnelle	- code régime d'appartenance au sens des PF - code activité Mr, Mme, enfants - dates début/fin activité, dates d'effet - numéro contrat d'apprentissage - numéro SIRET (ETI)
- Informations relatives aux droits	- matricule - code allocataire, attributaire - code confidentiel allocataire pour accès aux serveurs - numéro de dossier à l'étranger - code dossier PF du personnel - date de demande de prestations - date début/fin de droit PF - code nature prestations, montant - code prestation externe - code motif non droit ou réduction - dates limite validité de la carte de priorité - code type de séjour à l'étranger (pour enfants) - codes échéances / date - Informations relatives à la situation du dossier - Informations relatives aux mutations de dossier - Informations relatives au règlement des prestations
- Informations relatives aux créances	- code famille créances - code nature créances - code origine détection indus, code responsabilité indus - code nature des indus - code famille des indus - montant initial, montant solde réel, solde théorique - code statut créances - code état créances, code suivi - montant remboursements, modalités de recouvrement Pour le plan de recouvrement personnalisé : - montant des charges de logement acquittées/retenues - quotient familial - montant du cumul des ressources - montant du cumul des prestations - montant de la retenue personnalisée
- Informations relatives aux mouvements comptables	
- Informations relatives aux ressources	- code nature des ressources, montant, périodicité - montant des charges - code avis imposition - quotient familial - code appel relance ressources / date - date d'ouverture de droit - dates début/fin de prise en compte - mois de référence, montant - taux abattement pour frais professionnels - montant annuel de l'évaluation forfaitaire - code nature
Evaluation forfaitaire (le cas échéant)	
<u>INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES</u>	
- Allocation pour jeune enfant	- date présumée de conception - date de déclaration de grossesse - date de passation examens, de réception feuillets - date de soumission à la PMI - code dérogation déclaration / examens - code nature fin de grossesse, date - date d'entrée / de sortie de France de Mme - envoi livret de paternité
- Prime à la naissance de la PAJE (à compter du 01.01.04)	- numéro employeur de l'allocataire - date d'immatriculation par l'URSSAF - code versement cotisations URSSAF - montant des cotisations payées par la CAF - code acquittement cotis. vieillesse pour allocataires ETI - code cessation emploi, date
- Allocation de garde d'enfants à domicile	
- Aide à la Famille pour l'Emploi d'une assistante maternelle agréée	- numéro employeur de l'allocataire - pseudo- siret

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
	<ul style="list-style-type: none"> - date immatriculation par l'URSSAF - numéro interne de l'assistante maternelle - rang de l'enfant gardé - salaire assistante maternelle - code versement cotisations URSSAF - montant des cotisations payées par la CAF - date réception des déclarations nominatives trimestrielles - montant des congés payés - nombre de jours de garde d'enfants - code cessation emploi / date
<i>Complément libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - pseudo- siret employeur - date de la demande - montant du revenu mensuel - code cotisations assurance vieillesse acquittées (oui - non) - code dérogation à la condition d'activité - référence documentaire et rang du volet social - code mode de garde : assistante maternelle/garde à domicile - période d'emploi (mois, année) - montant du salaire net - montant des indemnités d'entretien (emploi ass^{te}. maternelle) - code plafond - montant total cotisations, montant pris en charge par CAF - montant cumulé des salaires nets - date prévisionnelle prélèvement cotisations sur compte CAF
<ul style="list-style-type: none"> - Allocation parentale d'éducation - Complément de libre choix d'activité de la Paje 	<ul style="list-style-type: none"> - code enfant APE - rang de l'enfant - date début/fin condition remplie pour l'enfant - taux d'activité - code intéressement - code taux partiel (dates début/fin) - code taux et nombre de mois payés par Caf cédante - code retour résultat recherche de la DSINDS - nombre de trimestres d'activité professionnelle ou assimilée validés au titre de l'assurance vieillesse - nombre de trimestres validés par le technicien - nombre total trimestres validés - code nature pièces justificatives
<i>- Allocation de parent isolé</i>	<ul style="list-style-type: none"> - code fait générateur - code allocation veuvage - code enfant API, - code type intéressement - montant intéressement - code abattement ressources - montant abattement / neutralisation - nombre de mois versés - montant forfait logement - montant des prestations prises en compte pour le calcul du droit
<i>- Allocation de rentrée scolaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> - date année civile - attestation non paiement autre régime reçue - ARS payée par un autre régime - toutes conditions enfant remplies
<i>- Allocation de soutien familial</i>	<ul style="list-style-type: none"> - référence du jugement/date, code nature jugement - date assignation - enfant bénéficiaire de la pension - montant pension, date d'effet, code nature indexation - date dernier paiement PA, montant versé, période concernée - code versement PA enfant + de 18 ans - code situation parent/enfant au regard de l'ASF - date engagement procédure allocataire à l'encontre de l'autre Parent, date d'abandon de procédure
<ul style="list-style-type: none"> - Aides au logement Informations communes pour l'AL et l'APL 	<ul style="list-style-type: none"> - nature de la demande, date - numéro interne bailleur/prêteur - code tiers payant bailleur - date de début/fin d'occupation du logement - code zone géographique - code plafond loyers - code d'occupation

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
<i>Accession</i>	<ul style="list-style-type: none"> - code colocataires, nombre de colocataires - montant mensualité plafond, dates début/fin - date de l'offre de prêt, date d'acceptation - titulaire des prêts - code nature prêts, code type et date d'effet, rang - montant prêt, durée, terme, périodicité - montant remboursements - taux de prise en charge du prêt (pour local mixte) - date, taux et montant assurance prêt - code "à jour" prêt
<i>Location</i>	<ul style="list-style-type: none"> - dates du bail - montant du loyer, périodicité - taux de prise en charge loyer (local mixte) - date des quittances, code appel relance quittance - code nature des charges de logement - montant des charges résiduelles - date, taux, montant de l'assurance prêt loyer - dates mesure transitoire barème unique - montant compensatoire logement - montant référence logement <i>Pour les étudiants :</i> <ul style="list-style-type: none"> - code confirmation occupation logement - date confirmation - année justificatif étudiant boursier
<i>Impayés</i>	<ul style="list-style-type: none"> - montant des impayés - date de signalement - code origine signalement, code signalement hors délais - date saisine commission surendettement - date début/fin de surendettement - nombre de mois suspension examen du dossier - code surendettement (saisine simple, projet plan apurement, plan signé, échec procédure amiable, redressement judiciaire, effacement code existant) - code état impayés/date - code décision bailleur/prêteur, date - code suivi plan d'apurement, date contrôle respect du plan - date début/fin des impayés, date fin de procédure impayés
<i>Pour les autres personnes vivant au foyer</i>	<ul style="list-style-type: none"> - noms, prénom, sexe - date de naissance, date de décès - code type de parenté / date d'effet - code à charge au sens de l'AL, date de prise en charge - code activité, date début/fin
<i>Informations spécifiques pour l'allocation de logement</i>	<ul style="list-style-type: none"> - code nature organisme/foyer - surface du logement, surface à usage professionnel - date de construction du logement (DOM) - pourcentage surface habitable (local mixte) - nombre de personnes - code dérogation peuplement/salubrité, dates début/fin
<i>ALS infirmes</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro COTOREP - code avis COTOREP, date début/fin accord
<i>Informations spécifiques pour l'aide personnalisée au Logement</i>	<ul style="list-style-type: none"> - code attestation non paiement AL par autre Organisme - date conventionnement logement, code nature conventionnement, date d'effet, numéro de convention - date de fin des travaux - code motif suspension/radiation - date de saisine de la SDAPL, date d'effet - code décision SDAPL, date <i>Réforme APL locative :</i> <ul style="list-style-type: none"> - montants de référence personne isolée/faibles revenus - montants compensatoires personne isolée/faibles revenus - code nature compensation revenus - dates début/fin validité calcul - date du déménagement - code dérogation de délai - montant des frais, montant participation extérieure
<i>- Informations relatives au Revenu Minimum d'Insertion</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro d'instruction (département, type d'instructeur, commune, n° instructeur, n° dossier ALI)

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
<i>Avis du Président du conseil général</i>	<ul style="list-style-type: none"> - références instructeur (code type instructeur, agrément instruction/ domiciliation/ paiement) - références CLI, numéro - date pré liquidation RMI - code état du dossier - code proposition de rejet au PCG - code certificat de perte de pièces d'identité - date réception de la décision d'attribution - code proposition dispense ASF (refus dispense, dispense avec réduction, dispense totale) - code avis PCG, date - code avis dérogation aux conditions d'âge, de résidence de nationalité, d'activité, de surface (exploitation agricole dans les DOM) - date début/fin accord - périodes hospitalisation - code abattement ressources (neutralisation, abattement, refus) - montant plafond RMI, montant réduction hospitalisation, montant abattement, montant assiette RMI, montant RMI + PF - montant total abattements/neutralisation - code occupation du logement / date d'effet - montant forfaitaire aide au logement - surface du jardin - code type intéressement antérieur ou postérieur au 2/8/92 (CES, inscription ANPE, gestion horaire) - montant intéressement - montant abattement indemnités représentatives de frais - nombre d'heures de travail - code conditions administratives remplies (saisonniers, ETI) - code récépissé demande pension vieillesse, code régime, montant pension - montant compensation pension, période compensation - code conjoint à charge au sens du RMI - code exclusion personne pour calcul du droit - code décision prolongation
<i>Autres personnes vivant au foyer</i>	<ul style="list-style-type: none"> - noms, prénom, sexe - date de naissance, date de décès - code type de parenté, date d'effet - code à charge, date prise en charge au sens du RMI - nombre enfants/autres personnes ouvrant droit au RMI - code activité, dates début/fin
<i>Enfants et autres personnes à charge et de moins de 25 ans</i>	<ul style="list-style-type: none"> - NIR (pour CMU - CMUC)
<i>Caractéristiques concernant les Aides familiaux participant à l'exploitation Agricole (DOM)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - dates début/fin des caractéristiques - nom, prénom - rang de la famille - code situation de famille (couple - isolé) - nombre de personnes 17/25 ans prises en compte
<i>- Allocation d'éducation spéciale</i>	<ul style="list-style-type: none"> - dates début/fin d'accord de la CDES - numéro de Commission, date - code type AES, code décision CDES - code prise en charge frais de séjour par assurance maladie ou l'aide sociale - nombre de jours retour foyer, nombre de jours payés, reliquat - code internat/externat - dates début/fin d'opposition - code droit AAH existant
<i>- Allocation aux adultes handicapés</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro dossier COTOREP - code avis COTOREP, dates début/fin d'accord - date demande par la COTOREP affiliation assurance vieillesse - code hospitalisation, périodes - code forfait journalier - périodes de placement - nombre de jours retour au foyer, nombre de jours payés, reliquat - date d'effet opposition AAH - date demande de pension invalidité/vieillesse - code récépissé de demande de pension - code acceptation/refus, date acceptation/refus - code régime pension vieillesse - code nature pension, montant, montant compensation pension, périodes compensation
<i>- En cas de placement d'enfant</i>	<ul style="list-style-type: none"> - dates de placement - code lien affectif

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
<ul style="list-style-type: none"> - En cas de tutelle - En cas d'invalidité - Pour l'assurance personnelle - Pour la réduction sociale téléphonique - Pour la couverture maladie - Pour l'assurance vieillesse des parents au foyer 	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne du tuteur - code nature tutelle - dates début/fin tutelle, date de prolongation - code indicateur prestation concernée par tutelle - code adressage des notifications de droits et paiements - numéro de dossier de carte d'invalidité - code carte invalidité, dates début/fin carte, taux invalidité - code assurance personnelle/affiliation assurance maladie - dates d'effet - code prestation (RMI - AAH) - date de situation - code bénéficiaire prestation (RMI - AAH - APE - API) - code activité (ETI - autre) - date de traitement de l'échange - numéro dossier COTOREP - code avis COTOREP, dates début/fin avis - code titre affiliation à l'AVPF - code type déclaration nominative annelle, dates début/fin
ANNEXES DU DOSSIER ALLOCATAIRE	
<ul style="list-style-type: none"> - Annexe 1 : Mouvements 	<ul style="list-style-type: none"> - date enregistrement des pièces reçues - numéro de la pièce, nombre de feuillets constituant pièce - code type de pièce, code appel/réception - numéro interne du destinataire de la pièce émise - numéro agent, commentaire agent sur la pièce - date de saisie des informations - code type de saisie - code type mouvement - code état pièce reçue, date d'effet - code famille pièces, code nature pièces - numéros bande archivage, film, vue, lot de pièces, n° pièce - code fait générateur, date, code nature domaine - code origine liquidation - code nature de la session
<ul style="list-style-type: none"> - Annexe 2 : Résultats 	<ul style="list-style-type: none"> - synthèse des notifications émises - traces de raisonnement
<ul style="list-style-type: none"> - Annexe 3 : Contrôles administratifs 	<ul style="list-style-type: none"> - date plan de contrôle - code cible contrôle, libellé commentaire motif - code critère, libellé et rang du critère - code type de contrôle - code action, résultat contrôle CAF/ASSEDIC - code incidence contrôle CAF/DGI - n° agent demandant contrôle, n° contrôleur - date de détection du contrôle - numéro de campagne, dates début/fin de campagne - dates lancement contrôle, prise en charge par contrôleur, de clôture par contrôleur - temps passé à l'enquête - code état du contrôle - code origine pièce (libellé numérique) - date élaboration - code type identifiant pièce - commentaires sur conclusions du contrôle - impact financier du contrôle
<ul style="list-style-type: none"> - Annexe 4 : Contrôles financiers <p>Pour les besoins du plan de contrôle interne</p>	<ul style="list-style-type: none"> - date du mois en cours liquidation - numéro agent liquidation, numéro agent vérificateur - code type sélection - taux minimum/maximum pour vérification des dossiers - quantité dossiers maximum - date vérification, code résultat, code rejet - commentaires du vérificateur - code type vérification - code état du dossier pendant la vérification - montant impact financier vérification, montant régularisation - date et heure intervention Agent comptable - code intervention - code cible avant paiement - code critère vérification - code indicateur multi-ciblage - code cible de plus haute priorité

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
<p><i>Saisie de masse</i></p> <p>- <i>Annexe 5 : Contentieux</i> <i>Informations relatives aux</i> <i>débiteurs de pensions</i> <i>alimentaires</i></p> <p>- <i>Annexe 6 : Action sociale</i> <i>Pour l'émission et le paiement</i> <i>des bons vacances</i></p> <p>- <i>Annexe 7 "commentaires"</i> <i>(portant sur la procédure</i> <i>d'instruction administrative du</i> <i>dossier)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro de compostage (début/fin) - lot saisie de masse - taux de dossier à vérifier - quantité de dossiers maximum - numéro interne du débiteur - date envoi courrier contentieux, date réponse - n° courrier, code suivi courrier pour recherche débiteur - dates proposition/acceptation procédure, code réponse - code réponse débiteur, code type procédure - code type tiers détenteur de fonds - montants arriéré, total PA terme courant - montant frais de gestion - libellé commentaire sur situation débiteur - année - code résultat émission (droits ouverts ou motif refus) - dates début/fin effet quotient familial vacances - numéro agent ayant saisi le commentaire - numéro d'ordre commentaire, date, libellé - numéro de la personne objet du commentaire - code nature créance, rang créance
DONNEES DE REFERENCE CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES	
<p><i>Assistantes maternelles</i> <i>pour l'AFEAMA</i></p> <p><i>Baillleurs en AL</i></p> <p><i>Baillleurs en APL</i></p> <p><i>Débiteurs en ASF</i></p> <p>- <i>Bénéficiaires de prêts / secours</i> - <i>Prêteurs en AL</i> - <i>Responsables de centres de</i> <i>vacances</i> - <i>Tiers détenteurs de fonds / créances</i></p> <p>- <i>Tuteurs</i></p> <p>- <i>Employeurs des allocataires</i> <i>relevant de la réglementation</i> <i>CEE et de conventions</i> <i>internationales</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne - code qualité (Mr, Mme, Mle) - nom d'usage, nom patronymique, prénom - date de naissance, commune de naissance (facultatif) - NIR - adresse, n° tél. (facultatif) - code type agrément, dates d'effet - numéro interne - code qualité - nom d'usage, prénom, adresse, n° tél. (facultatif) - mode de règlement, domiciliation bancaire - code mode de paiement (individuel/groupé) - code gestion globale des créances - numéro interne, numéro au fichier national - nom d'usage, prénom, code qualité - adresse, n° tél. (facultatif) - numéro agence - code organisme comptabilité publique ou non - code support échange d'informations - mode de règlement, domiciliation bancaire - code mode de paiement - code gestion globale des créances - commentaire - numéro interne - noms d'usage/ patronymique, prénom, code qualité - date de naissance, - NIR, code validité - adresse, n° tél. (facultatif) - numéro interne - code qualité - nom d'usage, prénom, adresse, n° tél. (facultatif) - domiciliation bancaire - numéro interne - nom d'usage, prénom, code qualité - adresse, n° tél. (facultatif) - domiciliation bancaire - code gestion individualisée de la domiciliation bancaire - numéro interne - nom d'usage, prénom, code qualité - adresse, n° tél. (facultatif) - n° SIRET

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
- <i>Autres tiers</i> <i>Personnes physiques ou</i> <i>Morales</i>	- numéro interne - nom d'usage, prénom, raison sociale, code qualité - adresse, n° tél. (facultatif) - domiciliation bancaire (le cas échéant)

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse de Meurthe et Moselle est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire publié et il est placé sous la responsabilité de son directeur.

Le droit d'accès aux informations contenues dans le traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Caisse d'allocations Familiales de Meurthe et Moselle 21 rue de St Lambert 54046 NANCY CEDEX

La Directrice

ANNEXE 10

TRANSMISSION D'INFORMATIONS ENTRE LE TERRITOIRE FRANÇAIS ET L'ETRANGER

1) ALLOCATION DIFFERENTIELLE FRANCAISE

Le décret n° 78.378 du 17.03.78 porte application des dispositions de la loi du 4.07.75 dite de "Généralisation de la Sécurité Sociale".

Il stipule en article 4 que "les prestations familiales du régime français ne peuvent se cumuler avec les prestations pour enfants versées en application des traités, conventions et accords internationaux auxquels la France est partie. Seule une allocation différentielle est alors éventuellement versée".

Le paiement de cette prestation est régi par la production d'une attestation trimestrielle de paiement de l'organisme débiteur de prestations du pays étranger où travaille l'allocataire.

Le modèle de gestion de système de protection sociale prestations familiales prévoit de demander cette attestation directement à l'allocataire qui doit contacter l'organisme étranger qui lui répond. Ce n'est qu'à réception de cette réponse que la CAF peut procéder à la révision des dossiers.

Cette redondance de courriers entraîne un retard non négligeable dans la fourniture des pièces justificatives. De nombreux problèmes ont été constatés, dont les plus néfastes sont la détection fréquente de trop-perçus importants.

Pour éviter ces complications nuisant au service de ses allocataires, la CAF 54 projette de mettre en place un circuit de liaison directe par support magnétique avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales du Luxembourg, circuit qui peut être résumé comme suit :

- 1°) Tous les trimestres, la CAF de Meurthe et Moselle constitue un support magnétique des personnes connues comme percevant l'allocation différentielle à la CNAF du Luxembourg.
- 2°) La CNAF du Luxembourg complète pour chaque allocataire le montant des prestations perçues au Luxembourg au cours du trimestre.
- 3°) La CAF de Meurthe et Moselle, au retour de ce support magnétique, provoque la création de faits générateurs CRISTAL avec édition d'une liste témoin.

2) COMPLEMENT DIFFERENTIEL LUXEMBOURGEOIS

L'Article 76 du règlement de la CEE n°1408/71 fixe les règles de priorité en cas d'activité en France de l'un des parents et de l'autre parent dans un autre Etat membre.

Pour permettre à la CNPF du Luxembourg de verser le complément différentiel, un échange par support magnétique est mis en place en vue de communiquer le montant des prestations familiales exportables dues aux allocataires concernés.

La CNPF du Luxembourg va transmettre semestriellement un fichier à la Caisse d'Allocations familiales française, fichier transmis par ses soins au Centre de Traitement informatique dont elle dépend et qui sera chargé de compléter le montant des prestations versées.

Ce nouveau circuit, comme dans le cas de l'allocation différentielle française, va permettre de par sa simplification, une prise en compte plus rapide des informations impliquant le paiement des sommes dues.

ANNEXE 14	LES CATEGORIES D'INFORMATIONS TRAITEES ET LEURS DESTINATAIRES			
CATEGORIES D'INFORMATIONS	DESIGNATION DES RUBRIQUES OU FICHIER	ORIGINE DE L'INFORMATION	DESTINATAIRES DES INFORMATIONS AUTRES QUE L'EMETTEUR	DUREE DE CONSERVATION
IDENTITE des Personnes concernées par les échanges CAF54-CNPF liés à la gestion de l'ADI et du Complément différentiel.				
Allocataire	- N° Allocataire - Nom - Prénom Montant des prestations selon Organisme débiteur de l'ADI Identifiant	Service de liquidation Allocataire Soit CNPF du Luxembourg Soit CAF de Nancy CAF du Luxembourg CAF de Meurthe et Moselle	Centre Informatique de la Sécurité Sociale du Luxembourg Route d'Esch à Luxembourg CAF de Nancy CNPF du Luxembourg CAF de Meurthe et Moselle CNPF du Luxembourg	Vie du dossier + 24 mois après radiation.
IDENTITE des enfants pour l'échange CNPF-CAF liée à la gestion du complément différentiel	- Nom - Prénom - Date naissance - Situation	Allocataire	CNPF du Luxembourg	

ANNEXE 16

INTER CONNEXION - MISE EN RELATION - RAPPROCHEMENT, CESSION

TRANSMISSION

Les informations destinées à la Caisse Nationale des Allocations Familiales du Luxembourg ou à la Caisse d'allocations familiales française sont transmises par support magnétique.

Elles sont adressées :

- trimestriellement, suite au traitement CRISTAL d'appel du montant des prestations perçues à l'étranger pour le versement de l'Allocation différentielle française,
- semestriellement, suite au traitement informatique réalisé au CERTI du Centre-est à Dijon pour le compte de la Caisse d'allocations familiales française, en vue du versement du complément différentiel luxembourgeois.

RECEPTION

Chaque organisme complète pour chacun de ses allocataires le montant des prestations perçues dans le pays d'origine et adresse le support magnétique à son homologue.

COMPLEMENT A L'ACTE REGLEMENTAIRE CRISTAL

TRAITEMENT INFORMATIQUE REALISE PAR LA CAF DE MEURTHE ET MOSELLE

La Caisse Nationale des Allocations Familiales du LUXEMBOURG est destinataire d'informations relatives aux bénéficiaires du complément différentiel luxembourgeois et aux bénéficiaires de l'allocation différentielle française.

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CHU

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991,

Vu le décret n°92-783 du 6 août 1992,

Vu l'arrêté ministériel en date du 1^{er} février 2004 nommant Monsieur Benoît PERICARD en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy.

Article 1 :

Donne délégation principale à Madame Véronique BOUVIER, Directeur adjoint, Directeur des Affaires Médicales, pour signer au nom et place du Directeur Général, toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)
- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)
- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- praticiens attachés et praticiens attachés associés, praticiens contractuels et praticiens adjoints contractuels (y compris les contrats de recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH), praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU.

Donne délégation secondaire à Monsieur Patrick DIGNY, attaché d'administration hospitalière, pour signer de l'ensemble de ces pièces administratives relatives au personnel médical.

Article 2 :

Donne délégation principale à Madame Véronique BOUVIER pour signer au nom et place du Directeur Général, les assignations des personnels médicaux, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Donne délégation secondaire à Monsieur Patrick DIGNY pour signer ces assignations des personnels médicaux.

Article 3 :

Donne délégation principale à Madame Véronique BOUVIER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Affaires Médicales, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée au bénéficiaire de la délégation : elle est également communiquée au Comptable du CHU.

La suppléance est assurée par Monsieur Christian VUILLEMIN pour les mêmes comptes, dans le cadre de la délégation générale dont il bénéficie.

Donne délégation secondaire à Monsieur DIGNY pour ces mêmes comptes, en termes d'engagement et de liquidation des dépenses.

Article 4 :

Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances,
- de rendre compte mensuellement à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 :

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 :

La présente délégation se substitue à la délégation du 27 mars 2006.

Elle prend effet à la date du 1^{er} juillet 2006, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 10 juillet 2006

Le Directeur Général,
Benoît PERICARD

AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EN VUE DE POURVOIR UN POSTE DE PREPARATEUR EN PHARMACIE HOSPITALIERE
AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Référence : décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 1 poste de préparateur en pharmacie hospitalière.

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

Les candidats doivent être âgés au plus de quarante cinq ans au 1^{er} Janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- un justificatif de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date
- les diplômes et certificats dont les candidats sont titulaires
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires
- un certificat médical délivré en application de l'article 10 du décret du 19 avril 1988
- pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

LUNEVILLE, le 20 juillet 2006

Pour le Directeur,
L'Attachée d'Administration Hospitalière,
M. HALTER

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EN VUE DE POURVOIR UN POSTE DE CADRE PREPARATEUR EN PHARMACIE HOSPITALIERE
AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

Référence : décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir **1 poste de cadre préparateur en pharmacie hospitalière**.

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Cadre Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

Les candidats doivent être âgés au plus de quarante cinq ans au 1er Janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- la copie du diplôme de cadre
- la copie des trois dernières feuilles de notes
- une lettre de motivation accompagnée d'un projet professionnel

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

LUNEVILLE, le 20 juillet 2006

Pour le Directeur,
L'Attachée d'Administration Hospitalière,
M. HALTER

AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EN VUE DE POURVOIR DEUX POSTES DE CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Référence : décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir **2 postes de Cadre de Santé**.

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Cadre de Santé.

Les candidats doivent être âgés au plus de quarante cinq ans au 1er Janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- la copie du diplôme de cadre
- la copie des trois dernières feuilles de notes
- une lettre de motivation accompagnée d'un projet professionnel

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

LUNEVILLE, le 20 juillet 2006

Pour le Directeur,
L'Attachée d'Administration Hospitalière,
M. HALTER

DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN MANIPULATEUR D'ÉLECTRORADIOLOGIE
AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,

Vu le décret 89.613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 20 décembre 1989 fixant la composition du jury et les modalités du concours sur titres permettant l'accès au corps de manipulateur d'électroradiologie médicale,

Vu la vacance d'un poste de manipulateur d'électroradiologie diffusé le 12 avril 2005 non pourvue par des candidats à la mutation,

Vu la décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un manipulateur du 30 août 2005 restée infructueuse,

D E C I D E

Article 1 :

Un concours sur titres est ouvert à partir du 1^{er} octobre 2006 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir UN poste vacant de manipulateur d'électroradiologie.

Article 2 :

Peuvent être candidats les personnes titulaires :

- du diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie
- ou du Brevet de technicien supérieur d'électroradiologie médicale
- ou du diplôme de technicien supérieur en imagerie médicale et radiothérapie

âgées de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 2006 et de nationalité française ou ressortissantes des états membres de la C.E.E. Cette limite d'âge est reculée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 3 :

Les candidats doivent faire parvenir un mois au moins avant la date du concours, soit au plus tard le 1^{er} septembre 2006 au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- une photocopie de la carte d'identité et le cas échéant, un certificat de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- la copie des diplômes, certificats dûment certifiés conformes,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires ou une copie de ce document ou de la première page du livret militaire,
- pour les candidats qui n'ont pas effectué de service militaire et âgés de plus de vingt ans, une pièce constatant leur situation au regard des lois sur le recrutement de l'armée,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité ou que les maladies ou infirmités constatées ne sont pas incompatibles avec l'exercice des fonctions auxquelles il postule (liste des médecins agréés disponibles à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de Verdun),
- pour les candidats bénéficiaires de disposition législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives,
- un curriculum vitae indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que le secteur privé.

Article 4 :

Une décision ultérieure fixera la composition du jury, conformément à l'article 5 de l'arrêté susvisé.

VERDUN, le 1^{er} août 2006

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur des Ressources Humaines,
Jean-Pierre PILLIARD

